

Edgar MORIN, Textes publiés dans Le Monde

Déclin de l'Occident, montée des extrêmes et prolifération du nucléaire, l'année 2010 a été le théâtre du repli sur soi. En 2011, il est temps de retrouver notre inventivité politique

Edgar Morin : « Les nuits sont enceintes »

Article paru dans l'édition du 09.01.11

En 2010, la planète a continué sa course folle propulsée par le moteur aux trois visages mondialisation-occidentalisation-développement qu'alimentent science, technique, profit sans contrôle ni régulation.

L'unification techno-économique du globe se poursuit, sous l'égide d'un capitalisme financier effréné, mais elle continue à susciter en réaction des « refermetures » ethniques, nationales, religieuses, qui entraînent dislocations et conflits. Libertés et tolérances régressent, fanatismes et manichéismes progressent. La pauvreté se convertit non seulement en aisance de classe moyenne pour une partie des populations du globe, mais surtout en immenses misères reléguées en énormes bidonvilles.

L'occidentalisation du monde s'est accompagnée du déclin désormais visible de l'Occident. Trois énormes nations ont monté en puissance ; en 2010, la plus ancienne, la plus peuplée, la plus économiquement croissante, la plus exportatrice intimide les Etats d'Occident, d'Orient, du Sud au point de susciter leur crainte d'assister à la remise d'un prix Nobel à un dissident chinois emprisonné.

En 2010 également, pour une première fois, trois pays du Sud se sont concertés à l'encontre de toute influence occidentale : Turquie, Brésil et Iran ont créé ce sans précédent. La course à la croissance inhibée en Occident par la crise économique se poursuit en accéléré en Asie et au Brésil.

La mondialisation, loin de revigorer un humanisme planétaire, favorise au contraire le cosmopolitisme abstrait du business et les retours aux particularismes clos et aux nationalismes abstraits dans le sens où ils s'abstraient du destin collectif de l'humanité.

Le développement n'est pas seulement une formule standard d'occidentalisation qui ignore les singularités, solidarités, savoirs et arts de vivre des civilisations traditionnelles, mais son déchaînement techno-économique provoque une dégradation de la biosphère qui menace en retour l'humanité.

L'Occident en crise s'exporte comme solution, laquelle apporte, à terme, sa propre crise. Malheureusement, la crise du développement, la crise de la mondialisation, la crise de l'occidentalisation sont invisibles aux politiques. Ceux-ci ont mis la politique à la remorque des économistes, et continuent à voir dans la croissance la solution à tous les problèmes sociaux. La plupart des Etats obéissent aux injonctions du Fonds monétaire international (FMI), qui a d'abord partout prôné la rigueur au détriment des populations ; quelques-uns s'essaient aux incertitudes de la relance

Mais partout le pouvoir de décision est celui des marchés, c'est-à-dire de la spéculation, c'est-à-dire du capitalisme financier. Presque partout les banques, dont les spéculations ont contribué à la crise, sont sauvées et conservées. Le marché a pris la forme et la force aveugle du destin auquel on ne peut qu'obéir. La carence de la pensée partout enseignée, qui sépare et compartimente les savoirs sans pouvoir les réunir pour affronter les problèmes globaux et fondamentaux, se fait sentir plus qu'ailleurs en politique. D'où un aveuglement généralisé d'autant plus que l'on croit pouvoir disposer des avantages d'une « société de la connaissance ».

Le test décisif de l'état de régression de la planète en 2010 est l'échec de la personne la plus consciente de la complexité planétaire, la plus consciente de tous les périls que court l'humanité : Barack Obama. Sa première et modeste initiative pour amorcer une issue au problème israélo-

palestinien, la demande du gel de la colonisation en Cisjordanie, s'est vu rejeter par le gouvernement Nétanyahou. La pression aux Etats-Unis des forces conservatrices, des évangélistes et d'une partie de la communauté juive paralyse tout moyen de pression sur Israël, ne serait-ce que la suspension de l'aide technique et économique. La dégradation de la situation en Afghanistan l'empêche de trouver une solution pacifique au conflit, alors qu'il est patent qu'il n'y a pas de solution militaire. L'Irak s'est effectivement démocratisé, mais en même temps s'est à demi décomposé et subit l'effet de forces centrifuges. Obama résiste encore aux énormes pressions conjuguées d'Israël et des chefs d'Etat arabes du Moyen-Orient pour intervenir militairement en Iran. Mais la situation est devenue désespérée pour le peuple palestinien.

Tandis qu'Etats-Unis et Russie établissent en 2010 un accord pour la réduction des armes nucléaires, le souhait de dénucléarisation généralisée, unique voie de salut planétaire, perd toute consistance dans l'arrogance nucléaire de la Corée du Nord et l'élaboration probable de l'arme nucléaire en Iran. Si tout continue l'arme nucléaire sera miniaturisée, généralisée et privatisée.

Tout favorise les montées aux extrêmes y compris en Europe. L'Europe n'est pas seulement inachevée, mais ce qui semblait irréversible, comme la monnaie unique, est menacé. L'Europe, dont on pouvait espérer une renaissance de créativité, se montre stérile, passive, poussive, incapable de la moindre initiative pour le conflit israélo-palestinien comme pour le salut de la planète. Pire : des partis xénophobes et racistes qui prônent la désintégration de l'Union européenne sont en activité. Ils demeurent minoritaires, comme le fut pendant dix ans le parti nazi en Allemagne que nul dans le pays le plus cultivé d'Europe, dans le pays à la plus forte social-démocratie et au plus fort Parti communiste, n'avait imaginé qu'il puisse accéder légalement au pouvoir.

La marche vers les désastres va s'accroître dans la décennie qui vient. A l'aveuglement de *'homo sapiens*, dont la rationalité manque de complexité, se joint l'aveuglement de *'homo demens* possédé par ses fureurs et ses haines.

La mort de la pieuvre totalitaire a été suivie par le formidable déchaînement de celle du fanatisme religieux et celle du capitalisme financier. Partout, les forces de dislocation et de décomposition progressent. Toutefois, les décompositions sont nécessaires aux nouvelles compositions, et un peu partout celles-ci surgissent à la base des sociétés. Partout, les forces de résistance, de régénération, d'invention, de création se multiplient, mais dispersées, sans liaison, sans organisation, sans centres, sans tête. Par contre, ce qui est administrativement organisé, hiérarchisé, centralisé est sclérosé, aveuglé, souvent répressif.

L'année 2010 a fait surgir en Internet de nouvelles possibilités de résistance et de régénération. Certes, on avait vu au cours des années précédentes que le rôle d'Internet devenait de plus en plus puissant et diversifié. On avait vu qu'il devenait une force de documentation et d'information sans égale ; on avait vu qu'il amplifiait son rôle privilégié pour toutes les communications, y compris celles effectuées pour les spéculations du capitalisme financier et les communications cryptées intermafieuses ou interterroristes.

C'est en 2010 que s'est accrue sa force de démocratisation culturelle qui permet le téléchargement gratuit des musiques, romans, poésies, ce qui a conduit des Etats, dont le nôtre, à vouloir supprimer la gratuité du téléchargement, pour protéger, non seulement les droits d'auteur, mais aussi les bénéfices commerciaux des exploitants des droits d'auteur.

C'est également en 2010 que s'est manifestée une grande force de résistance informatrice et démocratisante, comme en Chine, et durant la tragique répression qui a accompagné l'élection truquée du président en Iran. Enfin, la déferlante WikiLeaks, force libertaire ou libertarienne capable de briser les secrets d'Etat de la plus grande puissance mondiale, a déclenché une guerre planétaire d'un type nouveau, guerre entre, d'une part, la liberté informationnelle sans entraves et, d'autre part, non seulement les Etats-Unis, dont les secrets ont été violés, mais un grand nombre d'Etats qui ont pourchassé les sites informants, et enfin les banques qui ont bloqué les comptes de

WikiLeaks. Dans cette guerre, WikiLeaks a trouvé des alliés multiples chez certains médias de l'écrit ou de l'écran, et chez d'innombrables internautes du monde entier.

Ce qui est remarquable est que les Etats ne se préoccupent nullement de maîtriser ou au moins contrôler « le marché », c'est-à-dire la spéculation et le capitalisme financier, mais par contre s'efforcent de juguler les forces démocratisantes et libertaires qui font la vertu d'Internet. La course a commencé entre le désespérant probable et l'improbable porteur d'espoir. Ils sont du reste inséparables : « *Là où croît le péril croît aussi ce qui sauve* » (Friedrich Hölderlin), et l'espérance se nourrit de ce qui conduit à la désespérance.

Il y eut même, en 1940-1941, le salut à partir du désastre ; des têtes de génie sont apparues dans les désastres des nations. Churchill et de Gaulle en 1940, Staline qui, paranoïaque jusqu'aux désastres de l'Armée rouge et de l'arrivée de troupes allemandes aux portes de Moscou, devint en automne 1941 le chef lucide qui nomma Joukov pour la première contre-offensive qui libéra Moscou. C'est avec l'énergie du désespoir que les peuples de Grande-Bretagne et d'Union soviétique trouvèrent l'énergie de l'espoir. Quelles têtes pourraient surgir dans les désastres planétaires pour le salut de l'humanité ? Obama avait tout pour être une de ces têtes, mais répétons-le : les forces régressives aux Etats-Unis et dans le monde furent trop puissantes et brisèrent sa volonté en 2010.

Mais le probable n'est pas certain et souvent c'est l'inattendu qui advient. Nous pouvons appliquer à l'année 2011 le proverbe turc : « *Les nuits sont enceintes et nul ne connaît le jour qui naîtra.* »

Edgar Morin

///

Une révolution sans visage. Conflit de générations et lutte de classes

LE MONDE | 09.05.2008 Par Edgar Morin

Dans un premier article (" *le Monde* " du 5 juin), M. Edgar Morin, maître de recherches au C.N.R.S., a analysé en sociologue l'évolution qui de la révolte étudiante a conduit à la " *contestation générale* " .

Le pôle révolutionnaire, c'est le 22 mars. Le 22 mars, c'est en son noyau la fusion du léninisme et de l'anarchisme dans l'action révolutionnaire souple et ardente, qui refuse l'organisation d'un parti, mais accepte librement l'adhésion dans l'action de tous les courants révolutionnaires. Le 22 mars, c'est une formule originale de front d'action avec le minimum d'organisation et en même temps le maximum d'intelligence stratégique et tactique. Le 22 mars est révolutionnaire dans sa substance, et partout où il s'impose s'instaure un nouvel ordre, démocratie directe, assemblées permanentes, élus révocables, un ordre soviétique. Avec le 22 mars, les soviets, au sens originare et intégral, entrent en France, la France qui est encore, qui est aussi, la France de Guy Lux, de la B4, de la DS19. Le 22 mars mime toutes les révolutions passées, la guerre d'Espagne, la révolution culturelle, Octobre 17, la Commune de Paris, mais pour s'efforcer de vivre et faire vivre le socialisme des conseils. Le 22 mars a réussi le plus extraordinaire bouleversement qu'ait connu la France, avec la collaboration de la haute université, du gouvernement Pompidou, du général de Gaulle, et malgré les efforts du parti communiste et de la C.G.T. ; grâce surtout au mouvement spontané de la jeunesse — celui-ci aurait pu le désarçonner, il s'est maintenu à la crête de la vague. Le 22 mars a réussi à faire de l'université un territoire soviétique autogestionnaire, il veut étendre ce modèle à toute la société, et sans cesse relance l'action vers la classe ouvrière. Il déclare la guerre non seulement au régime gaulliste, mais à l'état bourgeois et au système capitaliste, aux partis de " *gauche* " et aux appareils staliniens (C.G.T. et P.C.). Une première fois, la vague fraternalisatrice étudiante s'est brisée sur les portes de Billancourt, que la C.G.T. avait baissées comme un rideau de fer pour protéger " *sa* " classe ouvrière. Mais la relance étudiante, notamment après la mesure kerenskyste d'interdire la France à Cohn-Bendit, finit par créer au début de la semaine du 27 mai des soviets d'un type absolument nouveau, les " *comités étudiants-ouvriers* " .

La revendication

La révolution, c'est donc ce socialisme des conseils, que le dynamisme révolutionnaire multiplie en tant que comités d'action, et que, s'il se poursuit, il transformera en comités de gestion. L'irruption de ce communisme gestionnaire en France est bien la plus stupéfiante nouveauté de la conjoncture. L'idée gestionnaire, négligée et dédaignée par les travailleurs et l'intelligentsia française, fait réapparaître ici et là la vieille idée-force oubliée, "*l'usine aux travailleurs*", et fait émerger aussi, dans l'intelligentsia elle-même, partout où elle se trouve asservie dans des organismes bureaucratiques, étatiques ou capitalistes, l'idée de cogestion voire même d'autogestion.

Le phénomène est très net à l'O.R.T.F., où les journalistes revendiquent l'autogestion de l'information, mais il est plus complexe et confus chez les cinéastes et les écrivains, qui continuent à faire des proclamations plutôt que de songer à bouleverser les conditions (du reste extrêmement complexes en ce qui concerne le cinéma) de la production. Les écrivains, par exemple, n'ont pas songé à demander à l'édition l'abrogation des contrats léonins, des droits de préférence, des rites d'exams de passage pour des manuscrits soumis à des lectures au rabais.

La révolution a donc des avancées extrêmement inégales dans l'intelligentsia et la classe ouvrière ; elle est extrêmement virulente dans son exigence égalitaire et libertaire, qui condamne toute autorité non déléguée et non révocable, dans son besoin communiste profond de surmonter la division du travail manuel et intellectuel, de créer un fonds commun d'exploitation des richesses de la vie. Que le mouvement ait un avenir ou non, il n'en restera pas moins que pour la première fois dans une société occidentale évoluée le communisme originel, surgissant débarbouillé de tout stalinisme, marxisme-léninisme et bolchevisme, est devenu une utopie concrète, vécue par des milliers de jeunes étudiants, travailleurs, lycéens et aussi, par des vieux éblouis, dans les foyers les plus combatifs de la révolution sans visage.

La rupture de la digue a bien entendu fait jaillir la revendication salariale, la première, hiérarchiquement, depuis des décennies, de toutes les revendications ouvrières, primant jusqu'à mai 1968, voire refoulant toute revendication sur l'organisation du travail, y compris toutes les amorces cogestionnaires timidement ou paternellement proposées ici ou là. La revendication salariale, bien que la reprise économique ait commencé, a jailli avec puissance en mai 1968 : c'est qu'elle a été comprimée par la politique de déflation, énervée par l'atteinte portée à la Sécurité sociale, c'est qu'en plus elle s'amplifie sans cesse, cette amplification n'étant autre que celle de la revendication au bien-être, à la sécurité, au développement individualiste de la vie privée au sein de la société bourgeoise de consommation-loisirs. À cela se joignent les revendications paysannes cousines, qui expriment la volonté des classes et régions défavorisées de participer au rythme général à la civilisation du bien-être.

Ainsi la révolution sans visage stimule une double conscience ouvrière ; la première conscience est celle de l'exploitation dans le travail, et qui fait aspirer à une autre vie de travail ; la seconde conscience est celle de l'individu privé, qui aspire à se développer dans la civilisation bourgeoise. L'une et l'autre veulent nier la condition ouvrière, la première en révolutionnant l'entreprise, la seconde en transformant la vie hors travail sur le modèle petit-bourgeois. Jusqu'en 1968 il y avait suprématie incontestée de la revendication salariale pour transformer la vie privée ; les espoirs de changer les conditions du travail étaient abandonnés ou capitalisés dans la vague perspective d'un "*gouvernement populaire*", voire encore dans le mythe de l'Union soviétique, où l'on ne cherchait pas trop à vérifier si elle était la "*patrie des travailleurs*". C'est sur cette dualité d'une conscience révolutionnaire mythifiée sur le parti communiste et l'U.R.S.S., et d'une conscience promotionnelle axée sur la revendication salariale que se fondait le pouvoir de la C.G.T., dont la mission était, à la fois d'entretenir le mythe et de défendre efficacement la revendication.

Et c'est ainsi qu'en mai 1968 la C.G.T. s'oppose au Mouvement du 22 mars, chacun occupant deux pôles de la situation bouillonnante, le Mouvement du 22 mars le pôle révolutionnaire soviétique-gestionnaire, la C.G.T. le pôle revendicatif-salarial, chacun occupant l'une des deux consciences de la double conscience ouvrière, l'une s'éveillant à travers les jeunes travailleurs "*non accoutumés*", l'autre stimulée par la perspective de profiter de la carence du pouvoir pour obtenir un gain imprévu. Entre les deux pôles passe le flot tumultueux de la révolution sans visage qui ne sait pas encore se fixer : la satisfaction salariale semble dérisoire au matin du 27 mai, il faut quelque chose de plus, d'autre ; mais la revendication gestionnaire semble impossible, dangereuse, utopique. C'est qu'il y a

aussi une contradiction entre l'intelligentsia étudiante, qui conteste la civilisation du bien-être, mais pour l'avoir partiellement vécue, et la masse salariale qui voudrait, avant de la dépasser, entrer plus avant dans cette civilisation du bien-être.

La C.G.T. s'efforce de décanter, séparer, isoler, afin d'opposer la réaliste revendication salariale à l'utopique, fumeuse et provocatrice aspiration autogestionnaire (rappelons que l'autogestion demeure condamnée par tous les partis communistes, sauf en Yougoslavie). Le 22 mars veut au contraire agiter le bouillon. Il sait que la dynamique révolutionnaire reste ouverte tant qu'il y a entre la revendication salariale et la revendication gestionnaire, le maintien d'une revendication globale, confuse, anarchique, contestant l'autorité, c'est-à-dire une lutte de fait pour modifier les rapports de force dans l'entreprise et la société. L'arrêt de ce dynamisme se ferait au profit essentiel de la revendication salariale. Le ralentissement de ce dynamisme ouvrirait les voies à des solutions réformatrices, mais jusqu'à présent nul réformateur n'est sorti de la gauche officielle et il a fallu attendre le 28 mai pour que se présente timidement loisirs. À cela se joignent les repas du mouvement, mais sorti du frigidaire politique, où l'avait enfermé successivement IVe et Ve République.

De toute façon, la stimulation du besoin revendicatif démontre que la commune étudiante, en réveillant la classe ouvrière, en voulant lui rappeler sa vocation marxiste, a révélé que la classe ouvrière voulait aussi s'intégrer plus largement à la civilisation du bien-être. Elle aura aussi révélé le surgissement d'une aspiration révolutionnaire que l'accoutumance de l'ouvrier au travail industriel, et sans doute plus largement l'accoutumance du salarié à son travail subordonné et parcellaire, que ces accoutumances sont des résignations de vaincus, non des adaptations "naturelles", qu'elles refoulent à de grandes profondeurs la détresse et la colère, qu'elles neutralisent mais ne résorbent pas le grand problème de la relation de l'homme avec l'homme.

Plus tard, se décanteront les mille éléments mêlés de la révolution de mai 1968, révolution sans visage parce que révolution à mille visages, avec ses jaillissements libéraux et ses éruptions libertaires, les révoltes multiples de régions, provinces, paysans, ouvriers, étudiants, lycéens, intellectuels, employés, contre les autorités et l'autorité, les tentatives autonomistes, décentralisatrices, co-gestionnaires, autogestionnaires, révolutionnaires, le grand élan pour une vie individuelle meilleure et le grand élan pour modifier le rapport de forces dans l'entreprise. Quelle richesse torrentueuse, en un mois, quel élan de liberté-égalité-fraternité, cette relance moderne de révolution française métissée de soviets, russes et espagnols, de surréalisme, de castrisme, de révolution culturelle spontanée.

Il nous faudra des années et des années pour comprendre ce qui s'est passé. Mais, déjà à chaud, des lignes de force étonnantes apparaissent.

Tout d'abord, c'est un tourbillon où une lutte de classes d'âge a fait rage (jeunes contre gérantes, jeunes contre société adulte), mais a déclenché en même temps une lutte de classes, c'est-à-dire une révolte des dominés — les travailleurs. En fait, la lutte jeunes-vieux a déclenché par résonance la lutte travailleurs-autorité (patronale et étatique) non seulement parce qu'elle a créé des situations mimétiques isomorphes (occupation de la Sorbonne. occupation des usines, lutte contre les autorités universitaires, lutte contre les patrons et l'Etat-patron) mais aussi parce que la jeunesse a été mue et marquée par l'idéologie révolutionnaire ouvriériste que lui ont inoculée les minorités révolutionnaires. En somme, la lutte des classes d'âge a déclenché une lutte de classes sociales, tout en demeurant lutte de classes d'âge. C'est autour de la charnière conflictuelle jeunesse-liberté-vieillesse-autorité que s'articule le conflit traditionnel dirigés-dirigeants, mais aussi que s'articule le nouveau conflit révoltés-accoutumés où vont fermenter les problèmes de la société de bien-être bourgeoise et où les révoltés vont refuser de payer le bien-être par l'automutilation ou l'assoupissement dans le demi-nirvâna consommateur.

Ici le double caractère de tradition et d'avant-garde de cette révolution se trouve lié au fait que l'avant-garde étudiante, souffrant déjà des maux de la société de "bien-être", a fait sa révolte et a suscité la révolte populaire en parlant le langage de la révolution prolétarienne marxiste, s'habillant d'ouvriérisme au départ pour masquer sa nudité agressive et timide, puis utilisant le trotskisme-léninisme comme dialectique de révolution permanente. La liaison étudiant-ouvrier n'a pas fait que retrouver l'alliance des journées de 1830 et 1848 : elle a organisé et entredynamisé la liaison entre l'aspiration révolutionnaire d'Occident de la première et de la seconde moitié du XXe siècle.

L'énergie extrême de mai 1968 tient dans cette liaison à la fois réelle, effective et mythologique étudiant-ouvrier.

De plus, le double caractère, ancien et nouveau, de mai 1968 trouve sa source dans la révolte archaïque, c'est-à-dire principielle et fondamentale, que déclenche toute brèche profonde dans la digue qui comprime les énergies humaines pour les transformer en travail et obéissance. C'est à partir de cette révolte fondamentale qu'ont pu s'exprimer ensemble, mêlées, les révoltes contre la société capitaliste et contre la société techno-bureaucratique, la revendication au bien-être et la revendication de l'au-delà du bien-être. Ainsi, en mai 1968, ce qui est opprimé dans la nouvelle société bourgeoise donne la parole à ce qui l'est dans l'ancienne (l'ancienne et la nouvelle étant encore profondément engagées, mêlées l'une dans l'autre) et parle le langage commun et équivoque de l'oppression. Une révolution prématurée se mêle à une révolution tardive. Une équivoque (féconde ou tragique, on le verra au terme de l'aventure, et sans doute à la fois féconde et tragique) noue et oppose la part de la conscience ouvrière qui veut s'intégrer dans le monde bourgeois à la part de la conscience étudiante qui veut désintégrer ce monde.

Deux conclusions

Dans ce mélange de prérévolutions tourbillonnantes, peut-on essayer de dégager les caractères les plus nouveaux ? 1) C'est la première fois que, dans une société occidentale économiquement évoluée et politiquement libérale du 20^e siècle, un mouvement à la fois spécifiquement étudiant et spécifiquement juvénile déclenche un vaste mouvement dans toute la société. Cela laisse présager le rôle que pourront jouer : a) la jeunesse, en tant que force de rupture, de rébellion et de rénovation, que laissait entrevoir le phénomène hippy ou beatnik aux Etats-Unis, provo aux Pays-Bas, etc., dans la société moderne; b) l'Université qui, grossie bientôt de près de la moitié de la population juvénile, se trouvera, comme l'a bien indiqué Alain Touraine, au centre-noyau des problèmes de la société ; c) l'intelligentsia, qui réagit avec de plus en plus de virulence d'une part contre l'organisation techno-bureaucratique à laquelle elle se trouve partiellement enchaînée, d'autre part contre la vie bourgeoise elle-même. Le moteur énergétique des futures mutations semble donc être dans l'alliance de l'intelligentsia et de la jeunesse, dans les grandes et multiples concentrations universitaires.

2) Pour la première fois apparaît le drame de la société bourgeoise moderne dite "*société industrielle*". Les anciennes valeurs traditionnelles dans lesquelles se moulaient jusqu'à présent les sociétés bourgeoises vont être progressivement rongées par une dynamique économiciste et par le déversement des valeurs sur l'individualisme privé, c'est-à-dire — pour tout ce qui est en dehors de cet individualisme privé — le nihilisme. Effectivement, le nationalisme s'est extraordinairement racorni, et la halte de milliers de manifestants, plantant drapeau rouge et drapeau noir sous l'Arc de triomphe, quasi sur la dalle du Soldat inconnu, et chantant l'Internationale sans susciter la gigantesque horreur que provoquent la profanation du sacré et l'atteinte au tabou, cela illustre bien la décadence du nationalisme dans une société individualiste, paisible (sans problèmes ou agressions extérieures). De même, la décadence des valeurs paternelles et d'autorité familiale, la retraite des valeurs religieuses, hors du maintien de l'ordre, vers l'intérieur des âmes et des consciences, tout cela donne finalement une société non seulement extraordinairement molle et protoplasmique, non cuirassée contre tout coup de poignard profond, mais une société à très faible communauté, un agrégat presque inorganique qui se défait au premier séisme. On découvre que la France, en dépit des affirmations nationales au sommet, en dépit du général de Gaulle jouant solitairement le jeu de la France-personne sur le théâtre du monde, et du reste avec brio, la France était une société anonyme, une accumulation cybernétique de rouages, une "*gesellschaft*" cimentée par trop peu de "*gemeinschaft*".

En somme, dans une telle société, le messianisme subversif-révolutionnaire de la partie la plus ardente du monde étudiant et de l'intelligentsia, le jeu juvénile de la révolution dans un monde trop prosaïque, l'absence de tout messianisme autojustificateur dans la classe dirigeante, en bref la crise non pas économique, au contraire, mais humaine de la bourgeoisie, tout cela a pu provoquer et permettre le cataclysme sociologico-politique.

Il est paradoxal — mais, dans le fond, c'est le même paradoxe que 1789, où la France n'était nullement à la tête de l'évolution économique sociale — que ce soit ici et non aux Etats-Unis ou en Allemagne, par exemple, que se situe finalement la révolution-modèle la plus avancée — du moins à son stade de mai 1968, car cet extrême avancement peut provoquer aussi l'extrême régression

par une dialectique dont l'histoire de France est coutumière. Il reste qu'en fait les mécontentements nouveaux, plus faibles qu'ailleurs, et mal dégagés des mécontentements anciens, en remettant ceux-ci en virulence, se sont fait pousser en avant par ces mécontentements anciens bien plus loin qu'ils n'avaient jamais été ailleurs. Ainsi le coup de grisou politique réintroduit dans le monde moderne, dans les pays prospères, des ferments traditionnels de contestation qui, travaillant le terrain nouveau, s'y modifiant et le modifiant, pourraient hâter les mutations du vingtième-vingt et unième siècle, si toutefois l'humanité arrive à cette date sous une forme quelque peu civile.

En juillet 1789, nul ne savait que l'on prenait la Bastille pour fêter le 14 juillet, c'est-à-dire pour faire une révolution républicaine, laïque et bourgeoise. Qu'annonce le 3 mai 1968, jour de la chute de la Bastille universitaire ?

Par Edgar Morin

////

GUERRE ECLAIR, DOUTE PERSISTANT

Société-monde contre terreur-monde

Article paru dans l'édition du 22.11.01

Shakespeare est l'un des nombreux auteurs invoqués par Edgar Morin dans son dernier livre, L'humanité de l'humanité : « Nous sommes de l'étoffe dont sont faits les rêves ». Après plus d'un demi-siècle de brassage incessant des connaissances, ce penseur foisonnant évoque ici les conditions propres à nous éviter de devenir de l'étoffe dont sont faits les cauchemars

Le contraire de la violence n'est pas la douceur c'est la pensée » (Etienne Baulieu, auteur romand)

UNE question de vocabulaire, tout d'abord.

Terrorisme. La notion de terrorisme est valable pour l'internationale djihadiste Al-Qaida qui agit par attentats et meurtres de masse sur des populations civiles, mais elle est fort réductrice quand elle s'applique aux formes violentes de résistances nationales privées de moyens démocratiques pour s'exprimer. Ainsi le terme utilisé par les nazis pour les résistants européens fut-il réducteur, comme appliqué par Poutine à la résistance tchétchène, qui comporte évidemment une branche terroriste, mais ne peut s'y ramener. La violence d'Etat qui frappe un peuple en même temps que ceux qui résistent est elle-même une violence de terreur.

Al-Qaida constitue un stade nouveau du terrorisme. La mondialisation techno-économique a permis une mondialisation terroriste, se transformant dans et par cette mondialisation en menace mondiale.

Islamiste. Le terme islamiste est riche de malentendus. Désignant en principe tout croyant en l'islam, il est devenu, pour bien des Occidentaux, synonyme de fanatique. Trop proche d'islamique (notion qui désigne ce qui relève de l'islam), il risque de se contaminer en fanatisme et terrorisme. De fait, l'islamisme, quand il comporte le retour au Coran et l'application de la charia, comporte un rejet de la civilisation occidentale, y compris le libéralisme politique et la démocratie. Mais il n'implique pas de lui-même guerre sainte et terrorisme, bien qu'on puisse glisser de l'islamisme au djihadisme. Une contamination analogue affecte le terme de fondamentaliste (qui n'est pas en lui-même agressif).

Quant à l'internationale djihadiste d'Al-Qaïda, il s'agit d'une déviance religieuse hallucinée à laquelle on ne saurait réduire l'islam. Mais le mot islamiste, tel qu'il est usuellement employé dans les médias occidentaux, réduit tout islamique à un islamiste et tout islamiste à un terroriste potentiel, ce qui empêche de percevoir le visage complexe de l'islam.

Toute erreur de pensée conduit à des erreurs d'action qui peuvent aggraver les périls que l'on veut combattre. Il faut penser dans leur complexité non seulement l'islam mais aussi les Etats-Unis, Israël, la mondialisation elle-même, en reconnaissant les contradictions incluses dans chacun des termes.

Les Etats-Unis sont la plus ancienne démocratie du globe, ils constituent une société ouverte et par ce trait désormais vulnérable. Ils ont sauvé l'Europe occidentale du nazisme, ils l'ont protégée de l'URSS qui était loin d'être un tigre en papier. Ils ont secouru des peuples islamiques en Bosnie et au Kosovo. Les Etats-Unis ne sont pas responsables de la guerre meurtrière Irak-Iran, de la terreur en Algérie, de tous les conflits interarabes. Leur culture ne se réduit pas au McDo ni au Coca-Cola, mais elle s'est montrée créatrice dans la science, la littérature, le film, le jazz, le rock, et l'Amérique s'europanise autant que l'Europe s'américanise.

Mais ils constituent une puissance impériale dominatrice par l'armement et par l'économie. Leur démocratie ne les empêche nullement de soutenir des dictatures quand leur intérêt le commande. Leur humanisme comporte une tache aveugle d'inhumanité : ils ont pratiqué des bombardements de terreur sur les villes allemandes, puis les hécatombes de Hiroshima et Nagasaki. Les bombardements continus de l'Afghanistan révèlent un autre terrorisme frappant des populations civiles victimes, non seulement de bombes ou de missiles lancés de trop haut et de trop loin, mais de la peur et de la famine qui les contraignent à l'exode. Sensibles à la souffrance des 5 000 victimes du World Trade Center, ils sont insensibles aux désastres humains que leurs bombardements infligent aux populations afghanes. Ils sont inconscients de la contradiction que comporte la terreur de leurs bombardements antiterroristes.

Les deux tours orgueilleuses étaient à la fois hyper-réelles et hyper-symboliques ; elles étaient l'incarnation et le symbole de la richesse, de la puissance américaines, de son capitalisme et de sa démocratie, de sa domination et de son ouverture ; la statue de la Liberté était devenue une allégorie ancillaire. Leur écroulement a creusé un trou noir incommensurable en notre vision non seulement de Manhattan mais aussi du monde. Pour certains, c'est une blessure infligée à l'impérialisme américain et au capitalisme, pour d'autres qui s'en angoissent c'est une brèche ouverte dans la démocratie et la civilisation ; ces deux vérités antagonistes sont complémentaires.

Certes, les Etats-Unis suscitent dans le monde misérable des aspirations, dont celles à y émigrer, ainsi que d'innombrables désirs d'entrer dans leur civilisation ; ils inspirent respect et obéissance à leurs vassaux, et le sentiment de solidarité occidentale demeure puissant en Europe. Mais en même temps la contemplation de leur richesse et prospérité, du sein du manque et du dénuement - dans ce monde misérable -, suscite une immense frustration. Leur domination provoque d'innombrables humiliations, un complexe d'infériorité technique (monde Sud), un complexe de supériorité culturelle (Europe) qui l'un et l'autre éveillent l'animosité.

Le mal-développement dont ont souffert tant de nations est attribué au sur-développement économique américain. L'extrême dénuement alimentaire, médical auquel sont réduites d'immenses populations désarmées devant épidémies et sida nourrissent ressentiments à l'égard des populations hyper-nourries, hypersoignées de l'Occident et surtout des Etats-Unis. Là où il y eut d'antiques et glorieuses civilisations qui se sentent aujourd'hui amoindries ou menacées, le monde américain suscite allergies, inimitiés, agressivité.

Les conséquences néfastes de la libéralisation du marché mondial, l'accroissement des inégalités, les crises économiques multiples aggravent les animosités.

Dans les esprits où a régné ou règne encore la vulgate marxiste-léniniste, le modèle du socialisme « réel » s'est certes effondré (sans qu'ils en aient jamais mesuré la pourriture), mais la conviction

que le capitalisme et l'impérialisme américain sont le mal absolu demeure. Ils ont gardé la satanisation de l'Amérique, foyer du capitalisme et de l'impérialisme, ignorant que le communisme soviétique fit pire que le capitalisme, ignorant les vertus de la démocratie et les vices du totalitarisme, ignorant que l'impérialisme américain est moins atroce que les impérialismes passés, notamment soviétique.

Ainsi, l'ensemble des ressentiments issus des parts les plus diverses de la planète suscite une haine fantastique et parfois fantasmagorique des Etats-Unis coupables de tous les maux de la planète. Maîtres du monde (ce qu'ils ne sont que partiellement), on les rend responsables des maux du monde (ce qu'ils ne sont qu'encore plus partiellement).

Les Etats-Unis sont ainsi considérés comme le mal suprême et actuel du mal occidental, de cet Occident qui s'est déchaîné sur la planète à partir du XVI^e siècle, l'a conquise, colonisée, exploitée, et a génocidé des populations entières. Toutefois, ici encore, il est nécessaire de maintenir ensemble deux vérités opposées. S'il est vrai que la domination de l'Occident fut la pire de l'histoire humaine dans sa durée et son extension planétaire, il faut dire aussi que tous les constituants de l'émancipation des asservis sont nés et se sont développés au sein de l'Occident, et ont permis l'émancipation des colonisés quand ceux-ci se sont emparés des valeurs humanistes ouest-européennes : droits de l'homme, droits des peuples, droits à la nation, démocratie, droits des femmes. On peut même dire que le retard d'une grande partie du monde à intégrer la démocratie, les droits humains, le respect des droits des femmes est une des causes de l'état périlleux du monde actuel.

L'islam ne saurait être lui non plus réduit à une vision unilatérale. L'histoire nous a enseigné clairement que la tolérance religieuse fut du côté de l'islam à l'égard des chrétiens et des juifs tant en Andalousie que dans l'Empire ottoman. L'islam fit naître la plus grande civilisation du monde au temps du califat de Bagdad. Or la nostalgie du passé glorieux, au sein d'un présent infortuné, sous le poids de dictatures corrompues policières ou militaires, après l'échec du développementalisme, du socialisme, du communisme, l'absence d'espoir dans le progrès et dans un futur occidentalisé, tout cela suscite un retour aux racines religieuses de l'identité.

De plus, la formidable frustration s'intensifie en humiliation et rage devant la quotidienne humiliation et répression endurée par les Palestiniens, l'injustice subie (deux poids deux mesures en Israël-Palestine), tout cela dans l'impuissance des Etats arabes, vassalisés ou non. Le soutien inconditionnel accordé par les Etats-Unis à Israël conduit à considérer Israël comme l'instrument de l'Amérique et à faire de l'Amérique l'instrument d'Israël, et plus largement des juifs. Cette identification aggravée par le « sharonisme » est fatale à l'Amérique comme à Israël.

Dans la situation actuelle, la frustration, le ressentiment, la nostalgie d'une grande civilisation passée, ressuscitent le rêve de l'Oumma, grande communauté islamique transnationale, et font d'un milliard de musulmans un vivier mondial où peuvent se recruter les djihadistes. Pour toute une jeunesse, du Maghreb au Pakistan, Ben Laden est un superman de la foi qui a décapité les tours d'une Babel qui était en même temps Sodome et Gomorrhe ; c'est un annonciateur de la rédemption de l'islam, de la résurrection de l'Oumma, du retour du califat. Un nouveau messianisme est né, dont on ne peut encore mesurer le développement.

Toutefois, en sens inverse, il y a de multiples aspirations vers le meilleur de la civilisation occidentale contemporaine : les autonomies individuelles, les libertés politiques, le droit à la critique, l'émancipation de la femme. La vraie bataille se livre dans les esprits d'un grand nombre d'islamiques, dont beaucoup veulent à la fois sauvegarder leur identité, le respect de leurs traditions et l'accession à des possibilités et droits dont jouissent les Occidentaux. La victoire sera à ceux qui sauront faire la synthèse entre l'identité culturelle et la citoyenneté planétaire.

Nation refuge, émancipatrice de juifs mais spoliatrice de Palestiniens, menacée d'extermination à sa naissance par ses voisins arabes mais devenue militairement plus puissante qu'eux, toujours incertaine de sa survie mais opprimant le peuple palestinien de plus en plus cruellement, Israël tend à lier son existence à une domination qui exacerbe la haine arabe ; il hésite à s'engager dans la

voie aléatoire qui lui permettrait une insertion au Moyen-Orient en reconnaissant un Etat palestinien dans les frontières de 1967. Au cours de l'ultime Intifada notamment, les héritiers des juifs, qui ont subi 2 000 ans d'humiliations et de persécutions, sont devenus des persécuteurs capables de ghettoïser les Palestiniens, d'exercer la responsabilité collective sur familles et civils, bref de faire des Palestiniens des humiliés et offensés comme le furent leurs ancêtres.

La question israélo-palestinienne est devenue le cancer non seulement du Moyen-Orient, mais des relations Islam-Occident, et ses métastases se répandent très rapidement sur la planète. L'intervention internationale pour garantir la naissance, l'existence et la viabilité d'un Etat palestinien est devenue d'une urgence vitale pour l'humanité.

Au cours de la dernière décennie, une société-monde a, à demi, émergé ; elle a sa texture de communications (avion, téléphone, fax, Internet) déjà partout multi-ramifiée ; elle a son économie de fait mondialisée, mais où manquent les contrôles d'une société organisée ; elle a sa criminalité (mafias, notamment de la drogue et de la prostitution) ; elle a désormais son terrorisme.

Mais elle ne dispose pas d'organisation, de droit, d'instance de pouvoir et de régulation pour l'économie, la politique, la police, la biosphère. Il n'y a pas encore la conscience commune d'une citoyenneté planétaire.

La mondialisation du terrorisme constitue un stade de réalisation de la société-monde, car Al-Qaida n'a ni centre étatique ni territoire national, il ignore les frontières, transgresse les Etats, et se ramifie sur le globe ; sa puissance financière et sa force armée sont transnationales. Elle dispose, mieux que d'un Etat, d'un centre occulte mobile et nomade. Son organisation utilise tous les réseaux déjà présents de la société-monde. Sa mondialité est parfaite. Sa guerre religieuse est une guerre civile au sein de la société-monde.

Cette machine de terreur sans frontières, ramifiée dans le monde entier, nourrie d'immenses frustrations et désespoirs, animée par une foi hallucinée, a soudain révélé un pouvoir dévastateur où la violence meurtrière d'une barbarie fanatique a pu utiliser les avancées les plus raffinées de la barbarie technique. La lutte contre Al-Qaida ne relève pas d'une guerre (toujours entre nations) mais d'une police et d'une politique. Or, en bombardant l'Afghanistan, on transforme une métaphore de guerre en réalité de guerre (Max Pagès) et on fait les victimes d'une guerre, cela au détriment d'une action adaptée à la lutte contre un ennemi planétairement ramifié, laquelle nécessite une action planétaire commune autrement plus complexe.

Livrée à elle-même, la dynamique issue du 11 septembre multiplie et aggrave les risques.

Le risque économique. L'interdépendance propre au marché mondialisé détermine une fragilité, aggravée par l'absence de vrai système de régulation ; une crise généralisée, devenue envisageable, serait le bouillon de culture de nouvelles dictatures, voire de totalitarismes, comme le fut la crise de 1929. Plus largement, l'interdépendance de tout ce qui constitue l'ère planétaire fragilise le destin même de la planète.

Le risque hystérique. La menace permanente et multiforme sur les Etats-Unis, le déchaînement de l'antiaméricanisme ne peuvent que favoriser des surexcitations hystériques qui exacerbent les manichéisations et satanisations réciproques.

Le cancer israélo-palestinien s'aggrave ; ses métastases seront irrémédiables s'il n'y a pas solution rapide au conflit. L'onde anti-israélienne devenue à la fois antisémite et antiaméricaine ressuscite les visions médiévales européennes des juifs buveurs de sang d'enfant, pollueurs des esprits et des corps (répandant le sida), oeuvrant perfidement à dominer le monde.

La conduite de Sharon est non seulement mauvaise, elle conduit Israël au suicide à terme, même si ce suicide s'accompagne du feu d'artifice des deux cents têtes nucléaires israéliennes qui détruiraient une grande partie de l'humanité arabe. L'incapacité des Etats-Unis, des nations

européennes, des Nations unies à imposer une intervention militaire internationale entre les combattants, séparant les deux territoires selon les frontières de 1967, conduirait à une catastrophe historique d'une ampleur inouïe. « Le contraire de la violence n'est pas la douceur c'est la pensée » (Etienne Baulieu, auteur romand)

UNE question de vocabulaire, tout d'abord.

Terrorisme. La notion de terrorisme est valable pour l'internationale djihadiste Al-Qaida qui agit par attentats et meurtres de masse sur des populations civiles, mais elle est fort réductrice quand elle s'applique aux formes violentes de résistances nationales privées de moyens démocratiques pour s'exprimer. Ainsi le terme utilisé par les nazis pour les résistants européens fut-il réducteur, comme appliqué par Poutine à la résistance tchétchène, qui comporte évidemment une branche terroriste, mais ne peut s'y ramener. La violence d'Etat qui frappe un peuple en même temps que ceux qui lui résistent est elle-même une violence de terreur.

Al-Qaida constitue un stade nouveau du terrorisme. La mondialisation techno-économique a permis une mondialisation terroriste, se transformant dans et par cette mondialisation en menace mondiale.

Islamiste. Le terme islamiste est riche de malentendus. Désignant en principe tout croyant en l'islam, il est devenu, pour bien des Occidentaux, synonyme de fanatique. Trop proche d'islamique (notion qui désigne ce qui relève de l'islam), il risque de se contaminer en fanatisme et terrorisme. De fait, l'islamisme, quand il comporte le retour au Coran et l'application de la charia, comporte un rejet de la civilisation occidentale, y compris le libéralisme politique et la démocratie. Mais il n'implique pas de lui-même guerre sainte et terrorisme, bien qu'on puisse glisser de l'islamisme au djihadisme. Une contamination analogue affecte le terme de fondamentaliste (qui n'est pas en lui-même agressif).

Quant à l'internationale djihadiste d'Al-Qaida, il s'agit d'une déviance religieuse hallucinée à laquelle on ne saurait réduire l'islam. Mais le mot islamiste, tel qu'il est usuellement employé dans les médias occidentaux, réduit tout islamique à un islamiste et tout islamiste à un terroriste potentiel, ce qui empêche de percevoir le visage complexe de l'islam.

Toute erreur de pensée conduit à des erreurs d'action qui peuvent aggraver les périls que l'on veut combattre. Il faut penser dans leur complexité non seulement l'islam mais aussi les Etats-Unis, Israël, la mondialisation elle-même, en reconnaissant les contradictions incluses dans chacun des termes.

Les Etats-Unis sont la plus ancienne démocratie du globe, ils constituent une société ouverte et par ce trait désormais vulnérable. Ils ont sauvé l'Europe occidentale du nazisme, ils l'ont protégée de l'URSS qui était loin d'être un tigre en papier. Ils ont secouru des peuples islamiques en Bosnie et au Kosovo. Les Etats-Unis ne sont pas responsables de la guerre meurtrière Irak-Iran, de la terreur en Algérie, de tous les conflits interarabes. Leur culture ne se réduit pas au McDo ni au Coca-Cola, mais elle s'est montrée créatrice dans la science, la littérature, le film, le jazz, le rock, et l'Amérique s'europanise autant que l'Europe s'américanise.

Mais ils constituent une puissance impériale dominatrice par l'armement et par l'économie. Leur démocratie ne les empêche nullement de soutenir des dictatures quand leur intérêt le commande. Leur humanisme comporte une tache aveugle d'inhumanité : ils ont pratiqué des bombardements de terreur sur les villes allemandes, puis les hécatombes de Hiroshima et Nagasaki. Les bombardements continus de l'Afghanistan révèlent un autre terrorisme frappant des populations civiles victimes, non seulement de bombes ou de missiles lancés de trop haut et de trop loin, mais de la peur et de la famine qui les contraignent à l'exode. Sensibles à la souffrance des 5 000 victimes du World Trade Center, ils sont insensibles aux désastres humains que leurs bombardements infligent aux populations afghanes. Ils sont inconscients de la contradiction que comporte la terreur de leurs bombardements antiterroristes.

Les deux tours orgueilleuses étaient à la fois hyper-réelles et hyper-symboliques ; elles étaient l'incarnation et le symbole de la richesse, de la puissance américaines, de son capitalisme et de sa démocratie, de sa domination et de son ouverture ; la statue de la Liberté était devenue une allégorie ancillaire. Leur écroulement a creusé un trou noir incommensurable en notre vision non seulement de Manhattan mais aussi du monde. Pour certains, c'est une blessure infligée à l'impérialisme américain et au capitalisme, pour d'autres qui s'en angoissent c'est une brèche ouverte dans la démocratie et la civilisation ; ces deux vérités antagonistes sont complémentaires.

Certes, les Etats-Unis suscitent dans le monde misérable des aspirations, dont celles à y émigrer, ainsi que d'innombrables désirs d'entrer dans leur civilisation ; ils inspirent respect et obéissance à leurs vassaux, et le sentiment de solidarité occidentale demeure puissant en Europe. Mais en même temps la contemplation de leur richesse et prospérité, du sein du manque et du dénuement - dans ce monde misérable -, suscite une immense frustration. Leur domination provoque d'innombrables humiliations, un complexe d'infériorité technique (monde Sud), un complexe de supériorité culturelle (Europe) qui l'un et l'autre éveillent l'animosité.

Le mal-développement dont ont souffert tant de nations est attribué au sur-développement économique américain. L'extrême dénuement alimentaire, médical auquel sont réduites d'immenses populations désarmées devant épidémies et sida nourrissent ressentiments à l'égard des populations hyper-nourries, hypersoignées de l'Occident et surtout des Etats-Unis. Là où il y eut d'antiques et glorieuses civilisations qui se sentent aujourd'hui amoindries ou menacées, le monde américain suscite allergies, inimitiés, agressivité.

Les conséquences néfastes de la libéralisation du marché mondial, l'accroissement des inégalités, les crises économiques multiples aggravent les animosités.

Dans les esprits où a régné ou règne encore la vulgate marxiste-léniniste, le modèle du socialisme « réel » s'est certes effondré (sans qu'ils en aient jamais mesuré la pourriture), mais la conviction que le capitalisme et l'impérialisme américain sont le mal absolu demeure. Ils ont gardé la satanisation de l'Amérique, foyer du capitalisme et de l'impérialisme, ignorant que le communisme soviétique fit pire que le capitalisme, ignorant les vertus de la démocratie et les vices du totalitarisme, ignorant que l'impérialisme américain est moins atroce que les impérialismes passés, notamment soviétique.

Ainsi, l'ensemble des ressentiments issus des parts les plus diverses de la planète suscite une haine fantastique et parfois fantasmagorique des Etats-Unis coupables de tous les maux de la planète. Maîtres du monde (ce qu'ils ne sont que partiellement), on les rend responsables des maux du monde (ce qu'ils ne sont qu'encore plus partiellement).

Les Etats-Unis sont ainsi considérés comme le mal suprême et actuel du mal occidental, de cet Occident qui s'est déchaîné sur la planète à partir du XVI^e siècle, l'a conquise, colonisée, exploitée, et a génocidé des populations entières. Toutefois, ici encore, il est nécessaire de maintenir ensemble deux vérités opposées. S'il est vrai que la domination de l'Occident fut la pire de l'histoire humaine dans sa durée et son extension planétaire, il faut dire aussi que tous les constituants de l'émancipation des asservis sont nés et se sont développés au sein de l'Occident, et ont permis l'émancipation des colonisés quand ceux-ci se sont emparés des valeurs humanistes ouest-européennes : droits de l'homme, droits des peuples, droits à la nation, démocratie, droits des femmes. On peut même dire que le retard d'une grande partie du monde à intégrer la démocratie, les droits humains, le respect des droits des femmes est une des causes de l'état périlleux du monde actuel.

L'islam ne saurait être lui non plus réduit à une vision unilatérale. L'histoire nous a enseigné clairement que la tolérance religieuse fut du côté de l'islam à l'égard des chrétiens et des juifs tant en Andalousie que dans l'Empire ottoman. L'islam fit naître la plus grande civilisation du monde au temps du califat de Bagdad. Or la nostalgie du passé glorieux, au sein d'un présent infortuné, sous le poids de dictatures corrompues policières ou militaires, après l'échec du développementalisme,

du socialisme, du communisme, l'absence d'espoir dans le progrès et dans un futur occidentalisé, tout cela suscite un retour aux racines religieuses de l'identité.

De plus, la formidable frustration s'intensifie en humiliation et rage devant la quotidienne humiliation et répression endurée par les Palestiniens, l'injustice subie (deux poids deux mesures en Israël-Palestine), tout cela dans l'impuissance des Etats arabes, vassalisés ou non. Le soutien inconditionnel accordé par les Etats-Unis à Israël conduit à considérer Israël comme l'instrument de l'Amérique et à faire de l'Amérique l'instrument d'Israël, et plus largement des juifs. Cette identification aggravée par le « sharonisme » est fatale à l'Amérique comme à Israël.

Dans la situation actuelle, la frustration, le ressentiment, la nostalgie d'une grande civilisation passée, ressuscitent le rêve de l'Oumma, grande communauté islamique transnationale, et font d'un milliard de musulmans un vivier mondial où peuvent se recruter les djihadistes. Pour toute une jeunesse, du Maghreb au Pakistan, Ben Laden est un superman de la foi qui a décapité les tours d'une Babel qui était en même temps Sodome et Gomorrhe ; c'est un annonciateur de la rédemption de l'islam, de la résurrection de l'Oumma, du retour du califat. Un nouveau messianisme est né, dont on ne peut encore mesurer le développement.

Toutefois, en sens inverse, il y a de multiples aspirations vers le meilleur de la civilisation occidentale contemporaine : les autonomies individuelles, les libertés politiques, le droit à la critique, l'émancipation de la femme. La vraie bataille se livre dans les esprits d'un grand nombre d'islamiques, dont beaucoup veulent à la fois sauvegarder leur identité, le respect de leurs traditions et l'accession à des possibilités et droits dont jouissent les Occidentaux. La victoire sera à ceux qui sauront faire la synthèse entre l'identité culturelle et la citoyenneté planétaire.

Nation refuge, émancipatrice de juifs mais spoliatrice de Palestiniens, menacée d'extermination à sa naissance par ses voisins arabes mais devenue militairement plus puissante qu'eux, toujours incertaine de sa survie mais opprimant le peuple palestinien de plus en plus cruellement, Israël tend à lier son existence à une domination qui exacerbe la haine arabe ; il hésite à s'engager dans la voie aléatoire qui lui permettrait une insertion au Moyen-Orient en reconnaissant un Etat palestinien dans les frontières de 1967. Au cours de l'ultime Intifada notamment, les héritiers des juifs, qui ont subi 2 000 ans d'humiliations et de persécutions, sont devenus des persécuteurs capables de ghettoïser les Palestiniens, d'exercer la responsabilité collective sur familles et civils, bref de faire des Palestiniens des humiliés et offensés comme le furent leurs ancêtres.

La question israélo-palestinienne est devenue le cancer non seulement du Moyen-Orient, mais des relations Islam-Occident, et ses métastases se répandent très rapidement sur la planète. L'intervention internationale pour garantir la naissance, l'existence et la viabilité d'un Etat palestinien est devenue d'une urgence vitale pour l'humanité.

Au cours de la dernière décennie, une société-monde a, à demi, émergé ; elle a sa texture de communications (avion, téléphone, fax, Internet) déjà partout multi-ramifiée ; elle a son économie de fait mondialisée, mais où manquent les contrôles d'une société organisée ; elle a sa criminalité (mafias, notamment de la drogue et de la prostitution) ; elle a désormais son terrorisme.

Mais elle ne dispose pas d'organisation, de droit, d'instance de pouvoir et de régulation pour l'économie, la politique, la police, la biosphère. Il n'y a pas encore la conscience commune d'une citoyenneté planétaire.

La mondialisation du terrorisme constitue un stade de réalisation de la société-monde, car Al-Qaida n'a ni centre étatique ni territoire national, il ignore les frontières, transgresse les Etats, et se ramifie sur le globe ; sa puissance financière et sa force armée sont transnationales. Elle dispose, mieux que d'un Etat, d'un centre occulte mobile et nomade. Son organisation utilise tous les réseaux déjà présents de la société-monde. Sa mondialité est parfaite. Sa guerre religieuse est une guerre civile au sein de la société-monde.

Cette machine de terreur sans frontières, ramifiée dans le monde entier, nourrie d'immenses frustrations et désespoirs, animée par une foi hallucinée, a soudain révélé un pouvoir dévastateur où la violence meurtrière d'une barbarie fanatique a pu utiliser les avancées les plus raffinées de la barbarie technique. La lutte contre Al-Qaïda ne relève pas d'une guerre (toujours entre nations) mais d'une police et d'une politique. Or, en bombardant l'Afghanistan, on transforme une métaphore de guerre en réalité de guerre (Max Pagès) et on fait les victimes d'une guerre, cela au détriment d'une action adaptée à la lutte contre un ennemi planétairement ramifié, laquelle nécessite une action planétaire commune autrement plus complexe.

Livrée à elle-même, la dynamique issue du 11 septembre multiplie et aggrave les risques.

Le risque économique. L'interdépendance propre au marché mondialisé détermine une fragilité, aggravée par l'absence de vrai système de régulation ; une crise généralisée, devenue envisageable, serait le bouillon de culture de nouvelles dictatures, voire de totalitarismes, comme le fut la crise de 1929. Plus largement, l'interdépendance de tout ce qui constitue l'ère planétaire fragilise le destin même de la planète.

Le risque hystérique. La menace permanente et multiforme sur les Etats-Unis, le déchaînement de l'antiaméricanisme ne peuvent que favoriser des surexcitations hystériques qui exacerbent les manichéisations et satanisations réciproques.

Le cancer israélo-palestinien s'aggrave ; ses métastases seront irrémédiables s'il n'y a pas solution rapide au conflit. L'onde anti-israélienne devenue à la fois antisémite et antiaméricaine ressuscite les visions médiévales européennes des juifs buveurs de sang d'enfant, pollueurs des esprits et des corps (répandant le sida), oeuvrant perfidement à dominer le monde.

La conduite de Sharon est non seulement mauvaise, elle conduit Israël au suicide à terme, même si ce suicide s'accompagne du feu d'artifice des deux cents têtes nucléaires israéliennes qui détruiraient une grande partie de l'humanité arabe. L'incapacité des Etats-Unis, des nations européennes, des Nations unies à imposer une intervention militaire internationale entre les combattants, séparant les deux territoires selon les frontières de 1967, conduirait à une catastrophe historique d'une ampleur inouïe.

Sous l'effet de l'onde de choc benladéniste, on peut envisager la décomposition en chaîne des régimes islamiques en place, au profit non de la démocratie, mais du fanatisme religieux.

Enfin le risque nucléaire, bactériologique, chimique, qui planait de façon stratosphérique au-dessus de la planète est devenu visible, pressant, urgent.

Le XXe siècle a vu se nouer l'alliance entre deux barbaries, l'une de destructions et massacres venus du fond des âges historiques, l'autre intérieure à notre civilisation, venue du règne anonyme et glacé de la technique, d'une pensée qui ignore tout ce qui ne relève pas du calcul et du profit. Le benladénisme constitue une nouvelle alliance entre les deux barbaries. Cela dit, il ne faut pas nous cacher qu'il y a une barbarie incluse dans notre civilisation, que celle-ci produit des forces de décomposition et de mort, et qu'à notre hyperdéveloppement scientifique et technique correspond un sous-développement mental et moral. Toutefois, cette civilisation dispose encore de deux vertus irremplaçables : laïcité et démocratie, même si cette dernière est atrophiée.

Les Etats-Unis et plus largement l'Occident oscillent entre deux voies : celle de la folie, à terme catastrophique et celle de la sagesse, difficile et aléatoire.

La voie de la folie est celle de la croisade, de la diabolisation, du manichéisme aveugle (car il y a du mal dans le bien mais aussi du bien dans le mal) et, développant l'hystérie de guerre, elle est la voie des massacres de masse de part et d'autre. Par contre la conscience des périls peut être un coup de fouet pour aller dans la voie de la sagesse. La voie de la sagesse comporte la prise de conscience capitale de l'intersolidarité humaine et de la communauté de destin planétaire. Plus que

le « nous sommes tous américains », nous sommes tous enfants et citoyens de la Terre, et, en même temps, des Etats-Unis devrait s'élever un « nous ne sommes pas qu'américains ».

Elle comporte la conscience que non seulement, comme le rappelait Paul Valéry, après la première guerre mondiale, les civilisations sont mortelles, mais aussi que l'humanité planétaire est mortelle. Elle comporte la conscience qu'aujourd'hui la seule alternative à la démocratie est la haine. Car rien d'autre que la chaîne ne peut triompher dans la destruction de la démocratie.

Elle comporte la reconnaissance de ce principe éthique minimum : on n'aura jamais un monde noble par des moyens ignobles.

Elle comporte la conscience que l'édification d'une société-monde est devenue vitale ; seule une société-monde peut répondre à une terreur-monde. D'où la nécessité de dépasser l'idéologie économiste qui donne au marché mondial la mission de réguler la société-monde, alors que c'est la société-monde qui doit réguler le marché mondial.

Le nouveau type de guerre nécessite un nouveau type de paix. Il comporte la nécessité de déclarer la paix à l'islam en déclarant la guerre au terrorisme, afin de séparer radicalement les fanatiques hallucinés de l'ensemble des islamiques. Ce qui nécessite le plus rapidement possible l'établissement d'une paix équitable au Moyen-Orient.

Une politique confédérale planétaire doit se substituer à une politique impériale. Outre la Chine, l'Inde, l'Europe, l'Amérique latine, il importe que se constituent de grands ensembles confédéraux qui deviendraient les grandes provinces de la planète, notamment un grand ensemble arabo-islamique renouant en termes contemporains avec le califat.

Une politique de la civilisation est la seule riposte à la guerre des civilisations. Concrètement, un plan Marshall pour les zones de pire misère de la société-monde ; entre autres une mobilisation massive de la jeunesse des pays aisés pour venir en aide sur place aux pays déshérités ; une agence mondiale des médicaments et soins médicaux pour les populations incapables d'en assurer les frais.

Enfin, le nouveau type de guerre nécessite un centre mondial de lutte contre-terroriste adéquatement ramifié.

La politique américaine a commencé en zigzag entre folie et sagesse, entre guerre impériale et guerre confédérale, entre régression de conscience et prise de conscience. Après ce zigzag entre les deux voies, l'intervention massive et continue en Afghanistan va vers la mauvaise, mais la seconde demeure possible.

Le temps de répondre au défi de la complexité planétaire est venu : il faut reconnaître les ambivalences et contradictions présentes dans tous les champs et tous les camps, il faut reconnaître les relations et rétroactions entre le tout et les parties.

Nous sommes sommés de mener en chacun de nous un grand combat spirituel. L'esprit humain porte en lui les pires des maux, ceux de l'incompréhension, de l'aveuglement, de l'illusion, de la folie. Mais il porte aussi la possibilité de rationalité, de lucidité, de compréhension, de compassion.

Dans l'état barbare actuel du monde, il n'est pas de solution actuelle qui serait vraiment vertueuse.

Il faut à la fois éviter le pire et aller dans la bonne direction : vers la société-monde et la terre-patrie.

Peut-être faudra-t-il avancer encore plus vers l'abîme pour qu'il y ait un véritable sursaut de salut, pour que la société-monde s'actualise en société des nations et des cultures unies contre la mort. A condition de n'y point sombrer, la catastrophe devient l'ultime chance.

PAR EDGAR MORIN

/////

L'agonie yougoslave I. _ Une communauté fragile

Article paru dans l'édition du 06.02.92

Edgar Morin nous livre ses réflexions après son séjour dans les républiques yougo-slaves.

La Yougoslavie était un microcosme euro-méditerranéen. Composée en majorité de Slaves, elle constituait en fait une association d'Ouest et d'Est-Européens. Croatie et Slovénie relevaient de l'histoire occidentale, latine puis italienne et germanique. Serbie et Macédoine relevaient de l'histoire orientale, byzantine puis ottomane. La Yougoslavie appartenait à la fois à l'aire mittel-européenne, à l'aire danubienne, à l'aire balkanique, à l'aire méditerranéenne. En 1989, ses populations catholiques, orthodoxes, islamiques, juives semblaient vivre ensemble dans une paisible convivialité. Sa fédération, devenue confédération, semblait un modèle, une promesse. Elle préfigurait à l'Est ce vers quoi l'Ouest européen s'acheminait lentement et difficilement. La Yougoslavie avait échappé à l'emprise de l'empire soviétique dès 1947. Son système totalitaire s'était quelque peu libéralisé économiquement via l'expérience, ratée, d'autogestion, et culturellement en ouvrant progressivement une place aux débats d'idées. Le noyau dur de l'Etat-parti demeurait certes intact, mais la lente évolution depuis 1947, accélérée après la mort de Tito (1980) et la mise en oeuvre de la Constitution fédérale de 1974, avec collégialité et rotation des présidences, semblait devoir éviter à l'ensemble yougoslave les ruptures et les crises qui affectèrent brutalement à partir de 1989 les pays de l'empire soviétique et provoquèrent le désastre de ce dernier.

Et pourtant les causes mêmes de l'apparente réussite furent celles de l'échec, ou plutôt, disons-le déjà, du désastre : la communauté yougoslave des nations et ethnies, parce qu'elle était constituée d'éléments issus de destins historiques très divers, a été trop fragile et récente pour se cristalliser en communauté de destin. Or c'est le sentiment d'une communauté de destin, nourri par une histoire vécue en commun, des valeurs, croyances, rites, coutumes partagées, qui donne substance et consistance à une identité et une entité nationales.

Prenons l'exemple crucial des Serbes et des Croates. Apparemment, ce sont des frères slaves du Sud (yougo-slaves), ayant pratiquement une langue commune dont la seule différence est dans l'alphabet, latin là, cyrillique ici. Mais c'est la petite différence qui trahit la grande différence de destin. Dès l'arrivée dans les premiers siècles de notre ère, les tribus croates ont été intégrées dans l'aire latine (l'antique Dalmatie romaine), devenue catholique, puis, après avoir constitué un Etat indépendant durant le dixième siècle, la nation croate a été soumise à la Hongrie au onzième siècle, puis aux Habsbourg de 1519 à 1918. La Slovénie, qui, comme la Croatie, a traversé les siècles dans l'aire occidentale et sous domination des Habsbourg, n'avait jamais pu constituer un Etat indépendant. Hitler l'avait partagée, en 1941, entre l'Allemagne, l'Italie et la Hongrie.

Le microcosme de la Bosnie-Herzégovine

La Serbie, elle, s'est formée dans l'aire byzantine, où elle embrassa la foi orthodoxe. Elle constitue un Etat autonome à la fin du douzième siècle, puis un empire sous Etienne Douchan (1331-1355), résiste aux Turcs, se fait écraser à Kosovo (1389), et va subir l'occupation turque, qui recouvre tout l'ex-Empire byzantin après 1459 (prise de Constantinople). Toutefois, à l'occasion d'incursions autrichiennes durant le dix-septième siècle, une partie de la population serbe (désertant le Kosovo, qui va être repeuplé par des Albanais) se réfugie dans l'actuelle Croatie et l'actuelle Voïvodine, fournissant des troupes aux armées des Habsbourg avec le rêve de reconquérir Belgrade (1). Dès le début du dix-neuvième siècle, la nation serbe se révoltait, s'émancipait (1806-1815), puis, avec l'aide de la Russie, devenait le premier Etat souverain émancipé des Ottomans.

La Bosnie-Herzégovine fut sous domination ottomane jusqu'en 1878, où l'Autriche arracha aux Turcs un mandat administratif sur son territoire, puis l'annexa en 1909. Véritable mosaïque d'ethnies et de confessions, elle est en elle-même un microcosme de la Yougoslavie, comptant une majorité islamique (essentiellement des Serbes islamisés ayant sans doute été antérieurement persécutés par les chrétiens en tant que bogomiles), un tiers de Serbes, un cinquième de Croates. Ajoutons que la Macédoine, population linguistiquement slavisée, comporte en son sein une population albanaise musulmane, et que celle-ci se trouve concentrée au coeur de la nation serbe, dans le territoire autonome du Kosovo.

Une période horrible

L'aspiration yougoslave, née en Croatie et en Slovénie à l'occasion des révolutions de 1848, ne s'est réalisée qu'en 1918. Mais les peuples ainsi rassemblés l'ont été sous la houlette de la monarchie serbe, qui leur a imposé sa domination centralisatrice. Après que trois députés croates eurent été abattus par balle au Parlement de Belgrade, en 1928, Ante Pavlevic fonde, en 1930, l'Oustacha, dont le but est de créer un Etat croate indépendant. Un attentat oustachi abat à Marseille le roi de Yougoslavie. L'Etat indépendant d'Ante Pavlevic est créé en 1941 par Hitler pour devenir, dès 1942, un protectorat allemand et italien.

La Yougoslavie est ainsi démembrée et occupée de 1941 à 1945. Mais, surtout, la nouvelle situation exacerbe les tensions et transforme en antagonismes les diversités ethniques et religieuses. L'Etat oustachi entreprend la croatisation de sa partie serbe selon le précepte de Pavlevic : " Un tiers de conversions, un tiers d'exils, un tiers de tués ". Les Serbes évaluent à sept cent mille le nombre des leurs massacrés par les oustachis (2). Ce chiffre, contesté par l'actuel président croate Tudjman, pourrait être révisé en baisse. Dans l'autre sens, des Serbes ont massacré des Croates après la libération du territoire. Les Croates ont fourni aussi des partisans à la résistance de Tito, qui était croate. Les Tchetsniks serbes royalistes, attaqués par les partisans communistes, ont eux-mêmes établi des accords avec les troupes allemandes pour éviter l'anéantissement. Des Musulmans, enrôlés par les SS ou par Pavlevic, ont massacré des Serbes et des Tchetsniks ont massacré des Musulmans. Des Croates, Slovènes, Musulmans ont été " pro-Allemands " pendant la guerre parce qu'anti-Serbes, et ont vu pendant un temps leurs nouveaux oppresseurs en libérateurs.

Cette période horrible, dont on n'a pas encore objectivement évalué les entre-assassinats, aurait sans doute empêché toute reconstitution yougoslave si les partisans communistes n'avaient pris en main la constitution d'une seconde Yougoslavie. L'Assemblée " antifasciste " de 1943 décide que la Yougoslavie sera un Etat fédéral. Cet Etat est institué à la libération. Le Parti communiste détermine alors les frontières au détriment de la Serbie, de façon à empêcher le retour d'une domination serbe. Ainsi la Croatie se vit attribuer une grande partie de la côte dalmate, l'Istrie (vidée de ses Italiens) ; la Constitution titiste de 1974 créa, au coeur du territoire serbe, les provinces autonomes du Kosovo (peuplé d'Albanais musulmans) et de Voïvodine.

L'unité de cette Yougoslavie fédérale est maintenue non seulement par le corset de fer de l'Etat-parti totalitaire, mais aussi par le sentiment unanime de résistance à l'énorme pression de Moscou contre la Yougoslavie rebelle. On a alors, et jusqu'aux années 80 incluses, l'impression que Tito a réussi à établir une unité yougoslave sur la base d'une fédération de six Républiques. De fait, la Yougoslavie a existé. Elle a existé non seulement pour un à deux millions de " métis " (sur vingt-deux millions d'habitants) issus des diverses ethnies (dont de nombreux Serbo-Croates). Elle a existé pour la majorité de ses habitants, qui ont assumé leur double identité sans que l'une semble devoir menacer l'autre, et qui ont vibré aux exploits de l'équipe yougoslave de football. Elle s'est établie sur le refoulement des souvenirs fratricides de 1941-1945. Elle s'est établie sur l'acceptation des nationalités les unes par les autres, la mise en sommeil des nationalismes revendicateurs et la répression des chauvinismes ethniques. La communauté de destin s'est donc mise à exister, mais elle était récente, donc fragile. Ratée une première fois sous la royauté serbe, elle paraissait pourtant devoir réussir désormais et s'implanter dans l'histoire.

Il semble que la triple crise qui déferle dans le bloc soviétique à partir de 1989 doive épargner la Yougoslavie, puisque celle-ci s'est depuis longtemps dissociée de ce bloc et a entrepris sa propre évolution libéralisante. Mais c'est l'impact de cette crise qui va susciter le désastre yougoslave. " Le stade suprême du communisme "

La crise est triple parce qu'elle est politique (inachèvement et fragilité de toutes nouvelles démocraties), économique (perte des sécurités de l'ancien système et non-acquisition des avantages attendus du nouveau) et nationale (possibilité de réaliser les aspirations à la souveraineté, mais dans un contexte où les minorités enkystées dans chaque territoire sont aussitôt persécutées, ce qui suscite de part et d'autre les virulences nationalistes). Ainsi, dans toutes les régions de l'empire commence une ère de troubles, de turbulences et peut-être de chaos.

Cette triple crise semble devoir frapper de façon atténuée la Yougoslavie. Mais l'Etat-parti, qui maintenait l'unité yougoslave, va se décomposer en blocs différents sous l'effet conjugué et rétroactif de la crise du communisme et des poussées nationales. Son effondrement ne laisse qu'une Constitution confédérative très lâche, où peuvent jouer les forces centrifuges. La disparité économique pousse les Républiques riches du Nord, Slovénie et Croatie, à se détacher des Républiques misérables du Sud, Bosnie-Herzégovine et Macédoine. Dans chaque République, la démocratisation s'effectue en surface et les élections favorisent les mouvements nationalistes, dans lesquels se sont rapidement reconvertis les apparatchiks, qui y consolident leur ancien pouvoir dans une nouvelle popularité.

En Yougoslavie comme dans les ex-démocraties populaires et dans l'ex-URSS, le nationalisme surgit, selon l'expression d'Adam Michnik, " comme le stade suprême du communisme ". Le réveil du nationalisme est aussitôt agressif, nourri des rancoeurs du passé. Les apparatchiks, devenus nationalistes, ont gardé leur mentalité autoritaire et leur rigidité intellectuelle, leur incapacité de se plier spontanément au débat argumenté. Les médias demeurent en grande partie contrôlés par les anciens/nouveaux pouvoirs. La police d'ancien régime a survécu. On réprime très brutalement les manifestations d'opposition, comme le 9 mars 1991 à Belgrade.

Les frontières qui séparent les Républiques sont à la fois naturelles et artificielles. Ou plutôt elles sont artificielles, mais, vu les minorités imbriquées dans chaque République, il n'y en aurait pas de naturelles. La frontière ouest de la Croatie correspond grosso modo à la frontière historique stabilisée entre l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman comme à la frontière catholique-orthodoxe, mais l'Ouest croate (Slavonie, Krajina) englobe les minorités serbes ancestrales tandis que Zagreb compte 100 000 Serbes. La Bosnie-Herzégovine suit la frontière austro-ottomane de 1878. Le Montenegro est délimité par une frontière de 1912. Partout, sauf en Slovénie, il y a des minorités diverses, dispersées ou concentrées.

Ainsi donc, à la fin des années 80, tout est prêt pour que le bouillon de culture des nationalismes se réchauffe jusqu'à ébullition. En 1990, la Ligue des communistes de Yougoslavie éclate en partis nationaux. Ceux-ci se convertissent en partis réformateurs nationalistes (Serbie), tandis que des dirigeants ex-communistes animent les nouveaux partis nationalistes (Croatie). Tous se disent démocratiques. Les élections donnent la victoire aux nouveaux partis en Slovénie et en Croatie et à l'ancien parti réformé en Serbie. Des référendums, en Slovénie et en Croatie, donnent plus de 95 % des voix pour la souveraineté nationale. Le 25 juin 1991, la Slovénie et la Croatie proclament leur indépendance et leur dissociation de la Fédération yougoslave.

Des négociations se nouent, notamment entre le leader croate Tudjman et le Serbe Milosevic, pour trouver un compromis confédéral, mais à chaque fois l'intransigeance de l'un, qui n'est pas toujours serbe, conduit à l'échec. Ainsi, le 21 juillet 1991, Tudjman appelle à la mobilisation des forces croates à la veille de la réunion d'Ochrid (discours d'Osijek), puis refuse la résolution d'Ochrid.

L'énorme machine de l'armée

Mais déjà a éclaté la " guerre de Slovénie ", qui dure du 27 juin au 18 juillet 1991. L'armée fédérale intervient en Slovénie pour y garder ses frontières extérieures (la Slovénie contrôle 650 kilomètres

de frontières externes, dont les segments italiens et autrichiens), puis bat en retraite. Cette " petite guerre " où l'armée fédérale a échoué encourage les Croates, mais elle encourage aussi l'armée fédérale à ne pas lâcher la Croatie, où les minorités serbes appellent son intervention.

Désormais, le yougoslavisme va s'appuyer sur deux forces, lesquelles vont s'appuyer l'une sur l'autre : l'armée fédérale et l'Etat serbe.

L'armée fédérale est une machine énorme constituée pour résister à une éventuelle agression de l'URSS. Elle s'est quasi autonomisée avec la dissolution du parti-Etat qui la contrôlait. Ses cadres forment une caste qui ne peut sauver son existence et ses privilèges qu'en maintenant la Yougoslavie. La Serbie, elle, est la principale victime des forces centrifuges. Belgrade est condamnée à perdre son statut de capitale fédérale. D'importantes minorités serbes sont éparses ou concentrées en Bosnie et en Croatie. Le territoire de la Serbie est troué par deux provinces autonomes, le Kosovo et la Voïvodine.

En cas de sécession, la Serbie perd son accès vers l'Ouest continental et maritime, le plus gros de la côte dalmate ayant été attribué à la Croatie. La Serbie est donc la République qui, par sentiment et intérêt, se sent la plus yougoslave. Son alliance avec l'armée fédérale, qui, de plus, lui sert de paravent yougoslave, l'encourage à refuser le sécessionnisme.

MORIN EDGAR

////

L'agonie yougoslave II. _ Le circuit infernal

Article paru dans l'édition du 07.02.92

Après avoir analysé les origines du conflit entre la Serbie et la Croatie (le Monde du 6 février), Edgar Morin poursuit ses réflexions sur la crise yougoslave.

LE 25 juin 1991 commence en Yougoslavie un circuit infernal où, comme en 1914 pour la première guerre mondiale, il est vain de chercher un responsable unique et unilatéral de la mise à feu.

Seule une causalité circulaire permet de concevoir l'engrenage tragique des événements. Certes, c'est la tentative du Serbe Milosevic de dominer le parti yougoslave qui a déclenché la sécession du Parti communiste slovène, devenant alors nationaliste. C'est la Constitution de Serbie qui, en 1989, rétablit son autorité sur le Kosovo et la Voïvodine, ouvrant une politique de répression contre les aspirations de sa population albanaise. Mais ce sont les deux politiques arrogantes du Serbe Milosevic et du Croate Tudjman qui se justifient chacune par l'intransigeance de l'autre. La radicalisation serbisante de Milosevic, qui frappe les Albanais du Kosovo, nourrit la radicalisation croatisante, qui menace puis frappe les minorités serbes.

Les premières mesures et exactions antiserbes en Croatie suscitent des milices et formations paramilitaires serbes, qui suscitent le développement des milices et formations paramilitaires croates. Les Serbes de Croatie menacés craignent le retour des massacres de l'Etat croate de Pavlevic, et le souvenir de ces massacres, conservés chez tous ceux qui ont plus de cinquante ans aujourd'hui, est largement exprimé par les témoins du martyr serbe sur les écrans de la télévision de Belgrade, ce qui réactualise pour tous les adultes et les jeunes un passé vieux de quarante-cinq ans. Avec le déclenchement des hostilités, ce passé dévorera le présent dans les esprits, et les autorités de Belgrade, comme les Serbes de Croatie parleront des Croates comme s'ils étaient oustachis, fascistes ou encore instruments de l'hégémonisme allemand. La voix officielle des Croates, elle, préfère oublier le passé oustachi, mais se souvenir du passé tchetnik, identifie l'armée fédérale à un parti communiste qui serait toujours vivant, et dénonce la menace d'une Grande Serbie qui annexerait le plus gros de l'ancienne Yougoslavie.

Les affrontements ethniques entre Serbes et Croates ont commencé en Slavonie et en Krajina de façon sporadique dès mars 1991. Ils deviennent très violents à partir de la déclaration d'indépendance du 25 juin.

Les atrocités se multiplient de part et d'autre, chez les irréguliers, tandis que l'armée fédérale écrase brutalement les cités de Vukovar et d'Osijek. Les cadavres horriblement mutilés s'accumulent sur les écrans des télévisions serbes et croates, ainsi que dans les brochures de propagande généreusement diffusées dans le monde par les uns et les autres. La radicalisation du conflit favorise de part et d'autre le développement des courants les plus rétrogrades. Mais, dans ce conflit, le plus fort militairement devient le plus faible politiquement. La politique de force serbo-fédérale va provoquer l'affaiblissement de la Serbie. Le non-respect des cessez-le-feu, l'écrasement de Vukovar et Osijek non seulement n'empêchent nullement la proclamation d'indépendance de la Macédoine, mais aggravent le fossé serbo-croate et isolent la Serbie. Elles amplifient les réactions pro-croates du Vatican et de l'Allemagne fédérale. La CEE admet le juste principe de la reconnaissance sous conditions de la Slovénie et de la Croatie, mais l'Allemagne reconnaît sans condition, de façon précipitée et unilatérale, ces deux nations.

Cependant, la reconnaissance d'une Croatie à n'importe quel prix ne règle rien, de même que n'aurait rien réglé le maintien d'une Yougoslavie à n'importe quel prix (1). Avicenne disait justement qu'il faut soigner non les symptômes de la maladie mais ses causes ; il ajoutait que, lorsque le malade est dans l'état le plus grave, il faut d'abord soigner les symptômes, en l'occurrence, faire tomber la fièvre. D'où la nécessité première et absolue d'arrêt des combats. Il a fallu une menace américaine discrète, mais claire, pour que les serbo-fédéraux respectent le cessez-le-feu de l'ONU. La destruction d'un hélicoptère de la Communauté européenne, opérée par un clan belliciste de l'armée fédérale, a affaibli ce clan provocateur, comme cela arrive heureusement parfois.

Et nous voici dans un no man's land politico-militaro-ethnique où tout est provisoirement et localement immobilisé dans une situation impossible que les uns et les autres refusent de reconnaître telle quelle, mais qu'il faut maintenir telle quelle le temps de faire décroître l'hystérie réciproque de dénonciation d'atrocités, de fascisme, de communisme.

La montée des périls

Pour en sortir, il faut être bien conscient des périls qui menacent non seulement l'aire yougoslave mais l'ensemble européen.

Le péril immédiat serait la reprise d'une guerre pour la " Grande Serbie " ou la " petite Yougoslavie ", avec le déplacement et l'amplification du conflit en Bosnie-Herzégovine, où l'helvétisation actuelle se transformerait rapidement en libanisation. Même sans reprise de la guerre, la dislocation de l'ancienne Yougoslavie entraînerait deux périls majeurs. Le premier serait la reconstitution d'un nouveau mur retrouvant la vieille frontière Occident-Orient en rejetant hors de " notre bonne Europe " (occidentale, catholique, germanique, confortable, " développée ") les Balkaniques, sous-développés, Slaves, Orientaux. L'établissement de ce limes occidental serait un crime contre l'Europe aux conséquences morales et politiques incalculables. Le second péril peut être exprimé ainsi : tout ce qui tend à disloquer la Yougoslavie tend à disloquer l'Europe, non seulement à l'est, mais aussi à l'ouest, et contribue à aggraver la situation en Méditerranée.

A l'est, nous voyons déjà que l'éventualité d'une indépendance de la Macédoine pose, outre le problème de sa minorité islamique/albanaise, celui des frontières avec la Grèce et la Bulgarie, ce qui rallumerait un foyer de conflits balkaniques qui, virulent de 1912 à 1923, s'était depuis plus ou moins assoupi. Tout cela concourrait à déseuropéaniser la Turquie, laquelle se trouve à une nouvelle croisée des chemins, avec le réveil des peuples turcs de l'ex-URSS.

Au sud, la concrétisation d'une nation musulmane en Bosnie se ferait, dans le cas conflictuel, avec le réveil de l'antagonisme chrétien/islamique, et le nationalisme musulman se développerait de plus en plus sur une base fondamentaliste et non plus laïque, ce qui aggraverait une situation elle-même conflictuelle en Méditerranée.

A l'ouest, nous avons vu apparaître la première disjonction politique entre Allemagne et France. L'Allemagne a cessé d'être un nain politique en reconnaissant unilatéralement et sans conditions la Croatie, et cet éveil politique va avoir des conséquences considérables, pour l'union ou la désunion, selon la direction que prendra l'Europe future. Un bloc sous hégémonie économique et culturelle de l'Allemagne est en train de reformer une Mitteleuropa. Tout cela reste normal si un processus d'intégration économique et confédéral des pays d'Europe de l'Est se poursuit et se développe vers la " grande confédération " souhaitée par la France.

Mais si se propagent les forces de désintégration à l'oeuvre en Yougoslavie, alors les failles entre la France et l'Allemagne, puis entre les nations européennes, deviendraient des fractures, et, là encore, le jeu des forces centrifuges nous entraînerait vers de nouveaux désastres.

Si, comme nous l'avons répété depuis 1990, le destin des années à venir se joue dans la lutte entre les forces de dislocation, disjonction, rupture, conflit et les forces d'association, union, confédérations, fédérations, alors le destin futur de l'Europe se joue en Yougoslavie, puisque le destin de la Yougoslavie se joue entre association et dissociation.

Ainsi, la question n'est pas seulement de reconnaître purement et simplement une Croatie indépendante, en laissant inconsidérément au nationalisme croate et à la sous-démocratie croate le soin de respecter les droits des minorités et les droits de l'homme. Il y a certes le droit des petites nations, mais il y a aussi le droit des toutes petites nations enfermées dans ces petites nations, comme nous le voyons par ailleurs pour les Ossètes et les Gagaouzes.

La question yougoslave n'est pas uniquement celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et donc d'accéder à la souveraineté nationale. C'est aussi celui des minorités à disposer de leurs droits culturels et politiques ; minorités serbes notamment en Croatie et en Bosnie ; minorités croates en Bosnie ; minorité islamique, majoritaire en Bosnie, qui, du fait même des événements, est devenue une nation musulmane, bien que serbe à l'origine ; minorité albanaise majoritaire au Kosovo (les Albanais sont aussi nombreux en Yougoslavie qu'en Albanie, ce qui pose le problème d'une intégration de l'Albanie dans une nouvelle configuration).

Il y a aussi les droits du bon sens, qui est l'une des choses au monde les moins partagées. La Serbie ne peut demander pour ses minorités hors Serbie ce qu'elle refuse à la minorité albanaise du Kosovo. Les Croates ne peuvent reconnaître pour le Kosovo l'indépendance qu'ils refusent aux Serbes de Croatie. La Bosnie-Herzégovine ne saurait être dominée par l'une de ses trois composantes nationales.

Il nous faut voir le problème-clé, c'est-à-dire la contradiction entre l'Etat-nation et la réalité bigarrée, mélangée, d'ethnies, religions, nations issues de deux empires qui n'ont pu se transformer en confédérations. L'Etat-nation, de modèle français, qui suppose une unité forte issue d'une communauté séculaire de destin, laquelle a intégré une très grande diversité ethnique, est totalement inadéquate aux peuples qui se sont imbriqués les uns dans les autres durant cinq siècles. De plus, les grands Etats-nations d'Europe de l'Ouest sont en train de se rassembler dans une communauté qui les dépasse.

Il y a un quadruple impératif : droit des peuples, droit des minorités, droit des individus, droit de l'Europe. Le quadruple impératif ne peut être respecté que par des formules à la fois démocratiques et associatives entre nations, qui s'entre-garantissent le respect de leurs minorités, et l'intégration de ces formules associatives dans des associations plus amples.

Des associations de nations à géométrie variable

Il ne s'agit pas de restaurer l'ancienne Yougoslavie. Il s'agit de refonder une nouvelle union et de situer la nouvelle association possible dans le destin associatif de l'Europe elle-même.

Il s'agit de refonder, à Sarajevo, ville symbole à la fois de l'autodestruction de l'Europe et de la coexistence pacifique des religions antagonistes, l'idée d'une nouvelle Yougoslavie.

Chacune des nations pourrait s'associer avec d'autres, selon des formules à géométrie variable. On verrait ainsi une association danubienne allant de la Roumanie à l'Allemagne du Sud, une association balkanique avec Albanie, Grèce, Bulgarie, Turquie, concernant particulièrement Serbie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine, et une intégration future dans le Marché commun et dans la nécessaire confédération européenne.

La révolution transnationale européenne, née à l'Ouest après la deuxième guerre mondiale, consiste à lier les reconnaissances d'autonomie et les reconnaissances d'inter-dépendances croissantes. Ce processus d'Ouest va aujourd'hui à la rencontre d'un processus contraire venu de l'Est, et les deux processus se heurtent en Yougoslavie. Malheureusement, Maastricht est une réponse très insuffisante aux nécessités de l'Ouest et aux besoins de l'Est, le processus de gestation est très lent, encore embryonnaire, et la crise yougoslave risque de le stopper, voire de le briser.

La compréhension de la complexité yougoslave requiert d'abandonner non seulement tout manichéisme, mais toute causalité linéaire, et de comprendre les processus en boucle où les dérèglements s'entre-suscitent et s'entre-multiplient, jusqu'à arriver à la température d'allumage puis à la mise à feu. La compréhension et la solution du problème yougoslave ne peuvent se faire que dans le contexte européen, et la solution du problème européen passe par la solution du problème yougoslave. Ces solutions ne sont pas acquises, elles ne sont même pas probables. Le pire est possible. Nous sommes à l'heure incertaine de l'agonie yougoslave. Mais l'agonie n'annonce pas nécessairement la mort, elle peut aussi préparer une nouvelle naissance.

MORIN EDGAR

///

Révolutions et démocratie 89 régénéré

Article paru dans l'édition du 09.06.89

Les ébranlements des pays communistes donnent au débat sur les libertés et la démocratie une actualité qui rejoint la célébration, en France, du bicentenaire de 1789. Selon Edgar Morin, la " trinité " liberté-égalité-fraternité est, pour le vingtième siècle, l'" étoile du futur ".

Là où la révolution d'Octobre était au zénith, la Révolution française était au plus bas. Toute montée de la révolution russe abaissait la Révolution française.

Ainsi, dans la Vulgate marxiste du vingtième siècle, du moins jusqu'à la décennie 70-80, la Révolution française, universelle en idéologie, était bourgeoise en fait, les droits de l'homme ne promulguaient que des libertés formelles, 1793 apportait certes un modèle d'énergie, mais ne forgeait pas un modèle de société. La Révolution française était tout au plus un prélude historique que la révolution russe avait dépassé et contredit dans le fait même qu'elle en accomplissait les promesses.

Or, à partir de 1970, tout a commencé à basculer. Sur une grande partie du monde, un formidable affaissement idéologique a fait s'effondrer 1917 au profit de 1789, et ce phénomène hercynien est passé quasi inaperçu aux débatteurs hexagonaux. Ceux-ci, occupés à se battre sur le second front où 93 s'oppose à 89, étaient aveugles au knock-out titanesque que 89 infligeait à 17.

Le sens émancipateur de la révolution d'Octobre s'est effondré à la suite d'un concours d'autodémythifications quasisimultanées : la démythologisation de l'URSS, déjà commencée par Khrouchtchev, s'est poursuivie sous Brejnev ; l'auto-démythologisation de la Chine a fait tomber le maoïsme du sublime au grotesque après l'affaire Lin Piao, la mort de Mao, la " bande des quatre ", puis du grotesque à l'horreur après les révélations sur la pseudo " révolution culturelle " ;

l'autodémythologisation du Cambodge s'est effectuée dans et par le sang polpotien, en même temps que celle du Vietnam devenu oppresseur et conquérant dans l'élan même de sa libération.

Tout cela a ressuscité l'idée de démocratie, qui cesse d'apparaître comme le masque idéologique de la bourgeoisie, a régénéré l'idée des droits de l'homme, porteurs non plus des mensongères libertés formelles, mais de la seule vraie liberté. L'extraordinaire est que le processus s'effectue désormais au sein du monde communiste lui-même, où les aspirations au pluralisme et à la liberté émergent à travers les dislocations de l'énorme totalitarisme. De façon enfin claire, Achille Occhetto décroche ouvertement le wagon du Parti communiste italien de la révolution d'Octobre pour l'accrocher à la vieille " locomotive de l'histoire " désaffectée, la Révolution française. De façon encore plus admirable, la déclaration commune Occhetto-Gorbatchev assure que la démocratisation devient l'horizon du communisme pour la fin du millénaire. Et, peu après, des centaines de milliers d'étudiants chinois chantent la Marseillaise à Pékin. 17/89

Alors que dans la Vulgate marxiste, 17 était l'avenir de 89, c'est 89 qui est devenu l'avenir du communisme. Ainsi 1789 a cessé d'être un échafaudage dépassé du passé, c'est, de plus en plus, à l'Est, en Asie, en Afrique, et même en Amérique latine, l'étoile du futur.

Officiellement la référence à Lénine demeure en URSS. Mais c'est de plus en plus une référence au père-fondateur d'une NEP à accomplir avec soixante ans de retard. Déjà dans les conversations privées de hauts apparatchiks montrent qu'ils ont conscience que l'URSS est le produit, non d'une révolution réussie, mais de deux révolutions assassinées.

La première, celle de février 1917, révolution " démocratique bourgeoise " qui abolit l'autocratie tsariste, avait été assassinée conjointement par la poursuite de la guerre et par la décision d'Avril, prise par Lénine, de sauter l'étape bourgeoise en Russie. La seconde révolution, celle d'Octobre, fut un " coup ", non pas un " coup d'Etat " mais un coup d'audace déclenché, canalisé, et orienté dans une finalité internationaliste grandiose : il ne s'agissait nullement pour Lénine d'instaurer le socialisme dans l'empire tsariste, mais de briser " le maillon le plus faible de l'impérialisme " pour allumer la révolution prolétarienne en Europe, et, par un processus en chaîne, dans le monde.

L'échec de la révolution mondiale a évidemment anéanti l'espérance de 1917. Mais, en dissolvant le jour même de sa réunion la première assemblée démocratiquement élue dans toute l'histoire de la Russie, les bolcheviks allaient assassiner pour soixante-douze ans toute possibilité de socialisme démocratique en URSS. Or, si le cours de la perestroïka continue en URSS, l'acte fondateur de 1917 sera inéluctablement conçu aussi comme acte destructeur de la possibilité démocratique. Du point de vue de l'histoire de la Russie, Octobre restera comme l'assassinat de la révolution démocratique de février 1917. Du point de vue de l'histoire planétaire, Octobre restera comme une tentative sublime, folle et finalement horrible pour changer le monde.

Ainsi, en 1989, dans le monde soumis aux dictatures ou aux totalitarismes, 1789 redevient le " splendide lever de soleil " dont parlait Hegel. 89/93

En France, la revanche de 89 sur 17 a affecté la vision de 1793. Dans l'optique diffusée par le Parti radical de la Troisième République, 93 et 89 étaient quasi complémentaires : la Terreur de 93 sauvegardait l'acquis et la promesse de 89 contre les hordes d'ennemis conjurés : 93 était un 89 défensif. Effectivement, l'exaltation du deuxième Comité de salut public, qui, liant la Terreur à la Vertu, brisait tous les ennemis intérieurs et extérieurs de la Révolution, sauvait à la fois le sol de la patrie, l'unité de la nation et la nature de la République, concentrait sur 93 l'essence même de la Révolution française. De plus, après la Révolution d'Octobre, et cela bien au-delà de la sphère d'influence communiste, une dialectique circulaire s'était mise en place, justifiant réciproquement 17 par 93 et 93 par 17. L'argument 93 permettait de justifier la dictature des bolcheviks, et celle-ci, sauvant l'URSS de ses ennemis intérieurs et extérieurs, sauvant le principe de liberté en anéantissant les " ennemis de la liberté ", permettait de justifier en retour la Terreur de 93.

L'avènement et le triomphe du stalinisme, loin de briser cette boucle de légitimation, ne fit que la renforcer. La super-Terreur de Staline super-justifiait la Terreur robespierriste se prétendait

historiquement justifiée par elle. Dans la Vulgate stalinienne, les procès et liquidations de 35-37 des " droitiers " et " gauchistes " bolcheviks étaient justifiés en miroir par les procès et liquidations des " modérés " dantonistes et des " enragés " hébertistes, procès à leur tour sur-justifiés par les procès de Moscou. Les découvertes ininterrompues de nouveaux " traîtres " par Robespierre et par Staline entre-justifiaient les deux paranoïas, obsessions d'un complot satanique ourdisans discontinuer par la contre-révolution. Issues d'une situation obsidionale certes bien réelle, ces psychoses étaient perçues non comme des délires interprétatifs, mais comme des modèles de lucidité salvatrice.

Or le mythe de 93 allait subir les conséquences du discrédit du mythe stalinien. On pouvait enfin comprendre qu'en s'intensifiant en 94 après que la République eut été sauvée, et qu'en s'intensifiant en 35 après que ses ennemis eurent été liquidés, les deux Terreurs s'étaient auto-entretenues d'elles-mêmes au-delà de ce qui leur servait de justification. Alors que le jacobin inflexible, concentré exaltant de toutes les vertus républicaines, était jusqu'alors la cible des seuls royalistes ou " réactionnaires ", la critique post-stalinienne, aussi bien dans les écrits de Furet que dans le Danton de Wajda, en fait un fanatique illuminé supprimant comme ennemi ou traître quiconque lui fait opposition. Du coup, le centre de gravité de la Révolution passe de 93 à 89.

La désintégration de l'espérance de salut terrestre par la révolution communiste entraîne, chez les croyants désabusés et leurs suiveurs, la régénération des droit de l'homme et de l'idée de la démocratie. La revanche de 89 sur 17 entraîne la promotion de 89 sur 93.

La Révolution apparaît dès lors fondamentalement comme la révolution des droits de l'homme.

L'historisation de l'histoire

Toute histoire est une reconstruction du passé à partir de données et de documents. L'histoire de la Révolution française a été sans cesse reconstruite, dès le début du dix-neuvième siècle, en fonction des expériences politiques que vivaient les historiens, eux-mêmes souvent acteurs politiques comme Thiers, Tocqueville, Jaurès. Ainsi l'histoire parlementaire d'Aulard correspond à la Troisième République naissante, puis l'histoire sociale de Jaurès correspond à l'essor du socialisme français. Mathiez, lui, " réhabilite " Robespierre et fait de 93 le point d'orgue de la Révolution, ce qui l'entraîne à justifier le léninisme, selon le processus psycho-idéologique indiqué plus haut.

Puis c'est l'expérience libertaire-trozkysante qui amène Daniel Guérin à réhabiliter les " enragés " et à condamner leur condamnateur Robespierre. Mais le grand bouleversement allait venir de la grande désacralisation du stalinisme opérée par le rapport Krouchtchev et la révolution hongroise, puis de la désacralisation de l'URSS dans son ensemble.

C'est cette expérience de déstalinisation qui rétroagit sur la Révolution avec l'histoire de Furet-Richet, se poursuit dans les ouvrages ultérieurs de Furet, et c'est pour ainsi dire le bilan philosophique d'une relecture post-stalinienne dont témoigne la Révolution des droits de l'homme Marcel Gauchet (1).

Ainsi l'histoire de la Révolution française est la plus multiple et la plus changeante qui soit, non en ce qui concerne les événements eux-mêmes, mais dans la vision de ces événements. La Révolution est sans cesse réinterprétée. Son histoire varie en fonction de l'histoire. Ce qui nous suggère que l'histoire de la Révolution n'est pas terminée. Elle sera à nouveau réinterprétée en fonction des expériences du futur. Une première leçon que devraient tirer les historiens serait de s'historiser eux-mêmes.

La relecture de la Révolution par Furet est à la fois très radicale et très modérée dans le sens où elle envisage une évolution française qui aurait pu faire l'économie de la Révolution, ce qui met radicalement en question la " nécessité " de la Révolution tout en aboutissant au modérantisme politique. Il se trouve que la lecture furetienne se propage, en cette période anniversaire, au moment même d'une " centripétisation " politique, où s'atténuent les différences radicales entre les

grandes masses politiques de la gauche et de la droite, dans une période de paix idéologique relative.

Dans ces conditions, nous voici dans un moment " tiède " de l'histoire. Cela nous amène à regarder tièdement la Révolution ; mais la tiédeur ne risque-t-elle pas de nous empêcher de comprendre le moment ultra-chaud de l'histoire qui commence en 89 et s'achève en 99 (18 brumaire) ?

Du bloc au tourbillon

C'est dans ce climat tiède que nous sommes à nouveau confrontés à l'alternative traditionnelle : ou bien l'on sélectionne dans le processus 89-99 ce qui pour nous relève de la " bonne " nature ou de la " vraie " vérité de la Révolution, ou bien on garde tout en bloc. La première branche de l'alternative est justifiable : on peut choisir éthiquement et politiquement les droits de l'homme et l'abolition des privilèges, rejeter la Terreur ou Thermidor. La seconde est non moins justifiable politiquement : ainsi Clemenceau fonde la Vulgate de la Troisième République lorsqu'il déclare que la Révolution doit être prise en bloc, chaque moment constituant une facette qui apporte à l'ensemble kaléidoscopique sa vérité et sa richesse. Mais ces deux visions, l'une par élimination, l'autre par congélation, chassent les antagonismes, les contradictions et la tragédie du formidable et fascinant processus révolutionnaire qui se déchaîne en tourbillon de 89 à 99, et d'où vont naître d'autres tourbillons historiques, à commencer par celui de 1800 à 1815. Dès lors, il nous faut considérer la Révolution, non comme un bloc, mais comme un tourbillon, ce qui nous permet de la concevoir à la fois dans sa totalité, sa diversité et ses antagonismes, c'est-à-dire sa complexité.

Car la Révolution est un complexe tourbillonnaire. A partir d'événements initiaux de rupture, elle brise les anciennes formes, l'ancien moule, fait surgir des ébauches successives qui s'annulent l'une l'autre, déclenche des forces historiques inouïes. C'est, comme dans un tourbillon, la rencontre de mouvements antagonistes qui déclenche la grande rotation motrice, créatrice et destructrice, dans une causalité en boucle qui entraîne dans et par la guerre son cours tumultueux. C'est un prodigieux concentré d'histoire qui fait vivre en dix ans ce que le dix-neuvième siècle mettra cent ans, comme l'indique Furet, à répéter. Dès lors le Bicentenaire nous invite à autre chose qu'à une commémoration sélective ou congelée. Il nous invite à méditer sur le complexe tourbillonnaire. En même temps, il ne faut pas oublier que la Révolution française est à la fois un phénomène totalement historique et totalement mythologique. Bien sûr, les grands événements historiques sécrètent leur mythologie. Mais la réalité historique de la Révolution est génératrice de mythes fondateurs, non seulement pour la France républicaine, mais pour l'histoire contemporaine, la nation moderne, la souveraineté du peuple, la promotion de l'individu.

Ici apparaît le problème de 1989 face à 1789 : nous sommes à une époque où les mythes volent bas, nous sommes, avons-nous dit, en un moment tiède de l'histoire. Et le problème apparaît justement dans cet événement hautement significatif que fut le procès de Louis XVI sur TF1, il y a quelques mois. Il ne fut pas seulement significatif de la " médiatisation " de l'Histoire avec ses aspects zhistorionnant et edern à lier, il nous a fait voir que, vu sous notre optique civile et pacifique d'aujourd'hui, ce procès est en fait un assassinat politique, que rien ne pouvait moralement ni juridiquement légitimer. La seule justification est celle qu'a énoncée Edern Hallier avec l'extralucidité du délire. " Louis Capet doit être guillotiné parce qu'il a été guillotiné. " Effectivement, acquitter Louis XVI serait provoquer ce qu'on appelle en science-fiction un chronoclasme, une modification du passé qui anéantirait notre présent.

Cela ne suffit pas. Bien entendu, on peut " comprendre " la mise à mort du roi dans le contexte ultra-chaud de la conjuration guerrière des ennemis de la Révolution que le roi justement voulait rejoindre. Mais on doit le comprendre aussi comme un sacrifice fondateur qui opère par le couperet le transfert absolu de la souveraineté du monarque de droit divin au peuple de droit humain. Dès lors, la mise à mort du roi excède toute rationalité et toute irrationalité.

Ce qui est véritablement fascinant dans la Révolution française est que le mythe est en action historique et que l'histoire est en action mythique, et cela dès le début, sous l'optique empirique, le 14 juillet 89 est une émeute stupide contre une prison désaffectée; sous l'optique mythologique,

c'est la destruction du symbole de l'arbitraire d'un pouvoir omnipotent. Dès lors que nous sommes capables d'une double lecture simultanée, empirique et mythologique, dès lors que nous sommes capables d'affronter le complexe tourbillonnaire sans gommer ou effacer le conflit inexpiable et la tragédie, alors nous pouvons obéir à l'une des exigences fondamentales de toute commémoration : méditer.

Commémorer, méditer...

On ne peut méditer sur un événement qu'en nous situant en un méta-point de vue d'où on le surplomberait. Dans un sens, deux siècles nous permettent amplement de nous situer en un méta-point de vue. Mais ce méta-point de vue n'est pas absolu, puisque, avons-nous dit, les expériences historiques futures le modifieront nécessairement. De plus, le méta-point de vue nécessaire n'est pas le point de vue d'aujourd'hui. C'est le point de vue qui, à partir d'aujourd'hui, s'efforce de dominer également le point de vue d'aujourd'hui. Ainsi, quand nous assistons au procès de Louis XVI du point de vue d'aujourd'hui, nous acquittons leroi, mais si nous nous situons du point de vue qui nous détache d'aujourd'hui pour contempler le processus mythologico-réel de la Révolution, alors nous assumons la mise à mort du roi.

Le nécessaire méta-point de vue dont je parle nous amène donc non pas à "voter" a posteriori la mort ou l'acquiescement du roi, mais à maintenir en nous une double conscience, une double attitude contradictoire, l'une qui nous fait refuser cette mise à mort, l'autre qui nous fait l'entériner. Loin d'éliminer toute incertitude ou toute ambiguïté en nous, notre méta-point de vue ne peut que l'accroître.

De même, nous pouvons, d'un méta-point de vue a posteriori décider du moment où la terreur n'était plus nécessaire. Mais nous ne pouvons savoir si elle était vraiment indispensable, pour sauver la République, et cela doit devenir pour nous, qui vivons dans un îlot provisoirement paisible entouré d'océans de violence, un sujet de réflexion sur lequel nous devons débattre, à commencer avec nous-mêmes.

Méditer la Révolution, c'est méditer sur quelque chose d'énorme et hors norme, où l'interpénétration du mythologique et du réel tisse la réalité révolutionnaire de substance mythologique et en fait une réalité de type supérieur à celle du "réel". C'est méditer sur un double processus contradictoire, l'un où Ubris (la démesure des journées insurrectionnelles) est à l'origine de Diké (la Déclaration des droits de l'homme, le principe de démocratie), l'autre où la volonté de liberté conduit à un processus à la fois fatal et aléatoire qui emporte les êtres humains comme des pantins. De toute façon, le méta-point de vue nous fait comprendre que les acteurs, eux, étaient véritablement possédés par les forces historiques qu'ils avaient déchainées, et que cette possession même les a transformés en "grands hommes".

Il est heureux que le Bicentenaire coïncide avec la mise à la retraite de la Vulgate marxiste qui inscrivait la Révolution dans un déterminisme historique, la faisait obéir à un Deus ex machina anonyme, la "bourgeoisie", et dégradait les grands idéaux en "idéologies" masquant les triviaux intérêts de classe. La Révolution redevient poétique avec ses acteurs multiples, aristocrates libéraux, abbés émancipateurs, petit peuple des rues, paysans affolés par la Grande Peur, intellectuels soudain catapultés aux rênes du gouvernement, soldats dépenaillés, jeunes capitaines promus généraux, tous emportés dans le tourbillon parfois sublime, parfois dément, avec les incroyables accidents, les bifurcations aléatoires qui se transforment en Destin. Oui, la Révolution redevient pleinement poétique, mais elle ne devient pas euphorique, elle reste marquée par la tragédie à chacune de ses étapes...

A la source du grand tourbillon, il y a la trinité complexe Liberté/Egalité/Fraternité. Trinité parce qu'elle concentre en une unité inséparable les principes maîtres de la Démocratie moderne. Complexe parce que les trois termes complémentaires sont en même temps antagonistes. Chacun est nécessaire à l'autre, mais chacun tend à détruire l'autre.

S'il faut démythifier toute vision euphorique de la Révolution, s'il faut démythifier l'idée qu'elle constitue un " bloc ", il faut en même temps remythifier la devise trinitaire. C'est le mythe moteur de l'humanisme démocratique. Si dans un sens la Révolution est terminée, il est clair que, dans le sens de la trinité, elle est interminable, ou plutôt qu'elle commence à peine. Nous l'avons vu au début de ce texte : c'est, pour le vingtième siècle, l'étoile du futur.

La trinité complexe n'est pas un mythe euphorique : elle porte en elle d'inéliminables contradictions. Elle ne doit pas constituer un mythe de salut terrestre. C'est un mythe d'humanisation, ou, comme dit Albert Jacquard, d'humanité. Cette trinité doit être sans cesse régénérée ; elle peut à nouveau susciter de grands desseins, comme nous l'avons indiqué déjà ici même.

MORIN EDGAR

////

Le grand dessein

Article paru dans l'édition du 23.09.88

Après " Liberté, égalité et la suite ", et " La démocratie cognitive et la réforme de pensée " (le Monde du 22 septembre) nous achevons la publication des articles d'Edgar Morin

II. La confédération des nations

Nous n'avons pas seulement à établir de nouvelles solidarités proxémiques et locales. Nous devons aussi nous engager dans des solidarités qui dépassent le cadre de la nation. Ainsi, devons-nous nous situer aujourd'hui dans le cadre européen. Mais l'Europe ne saurait être seulement un Marché commun, lieu de compétitions et d'ententes économiques, elle doit aussi se réaliser comme communauté de destin afin de faire émerger sa communauté de dessein.

Toutes les grandes solidarités nécessitent la conscience d'un destin commun, dans le passé, dans le présent et pour le futur. En fait, au cours de l'histoire moderne, un destin européen, qui nous est devenu commun, s'est forgé dans et par la civilisation née en Europe ; la seconde guerre mondiale nous a donné un destin commun de déchéance et de fragilité ; l'avenir nous demande d'affronter en commun notre destin de province de l'ère planétaire.

La fécondité historique de l'Etat-nation est aujourd'hui épuisée. L'Etat-nation, invention de l'Europe occidentale, s'est répandu aujourd'hui dans le monde entier, pour le meilleur et pour le pire. Le meilleur est que la formule de l'Etat-nation a permis l'accession à l'indépendance du monde colonisé. Le pire est que le pouvoir de l'Etat-nation peut imposer, aux populations qu'il a émancipées du joug étranger, ses propres servitudes, dictature ou totalitarisme. Les Etats-nations sont par eux-mêmes des monstres paranoïdes incontrôlables, sinon par la menace mutuelle. Un premier dépassement des Etats-nations ne peut-être obtenu que par la confédération, qui respecte les autonomies en supprimant l'omnipotence. L'Europe, qui a forgé sa puissance et produit sa déchéance à travers les guerres entre ses Etats, est aujourd'hui apte à effectuer le premier dépassement confédéral.

Il y a trois niveaux d'européité qu'il ne faut pas confondre : _ le premier est celui de l'Europe culturelle, qui a été séculairement un marché commun de l'esprit. Si la réforme gorbatchévienne dépasse le seuil d'irréversibilité, on peut penser que les libres communications seront rétablies entre toutes les parties de l'Europe, et que même certaines initiatives prévues pour les pays du Marché commun (comme l'accroissement des échanges d'étudiants et d'enseignants, l'équivalence des diplômes, etc.) pourront être étendues bien au-delà ; _ le second est celui du Marché commun : celui-ci, nous l'entrevoions déjà, peut s'élargir au-delà des pays européens proprement dits, et sans doute ce sera là sa vocation future. En attendant, il doit être le propulseur, non seulement d'une unité économique, mais aussi d'une confédération politique ; _ c'est là le troisième niveau : le dépassement des Etats nationaux dans une confédération métanationale : une telle confédération

serait à l'origine plus étroite que le Marché commun, mais elle pourrait constituer un modèle ouvert, auquel pourraient plus tard se joindre d'autres nations européennes, y compris du Centre et de l'Est.

L'idée confédérative est une idée de valeur non seulement européenne, mais universelle. Ainsi, il serait souhaitable que l'empire de facto qu'est l'URSS devienne ce qu'énonce sa constitution : une confédération de républiques associées. De même, la France se grandirait à favoriser la confédération des Etats francophones d'Afrique qu'elle a empêchée, ou la confédération maghrébine qui essaie de s'amorcer. L'idéal à annoncer au monde n'est plus l'indépendance des nations, c'est la confédération des nations, qui leur assure l'autonomie dans l'interdépendance. En mémoire de la journée du 14 juillet 1790, qui fut la grande fête de la Fédération, ne pourrions-nous prendre l'initiative, pour juillet 1990, d'états généraux pour la confédération européenne, et, au-delà, pour toutes les confédérations possibles ?

IV. La Terre-Patrie

Nous sommes entrés dans l'ère planétaire depuis la découverte de l'Amérique, et, après une diaspora de dizaines de milliers d'années, tous les peuples de l'humanité se trouvent de plus en plus en communications, interactions et interdépendances. Mais nous sommes encore dans " l'âge de fer planétaire " : bien que solidaires, nous demeurons ennemis les uns des autres, et le déferlement des haines de race, religion, idéologie, entraîne toujours des guerres, massacres, tortures, haines, mépris. Le monde est dans les douleurs agoniques de quelque chose dont on ne sait si c'est naissance ou mort. L'humanité n'arrive pas à accoucher de l'Humanité.

Une conscience nouvelle nous est venue depuis la fin des années 60. Tout d'abord, l'écologie nous a montré que la biosphère constituait une sorte d'éco-organisation naturelle, et que sa dégradation aurait des conséquences irrémédiables non seulement pour la vie, mais pour l'homme. En même temps, comme l'a montré notamment Claude Allègre (l'Ecume de la terre, Fayard), la Terre elle-même est un système qui a sa vie propre, et la conception systémique de la Terre permet de coordonner les sciences de la Terre jusqu'alors dispersées.

La planète Terre avec sa biosphère et son humanité forme un système complexe. Dans quelle mesure l'homme pourrait-il dégrader et stériliser son milieu vital, se condamnant ainsi au suicide ? Y a-t-il dans la biosphère de très puissantes forces de régulation qui sont aptes à corriger les effets destructeurs des dégradations de toutes sortes ? Ou, au contraire, arrivons-nous vers des seuils irréversibles de destructions massives ?

Avant d'envisager ce problème, considérons d'abord le complexe extraordinaire Terre-biosphère-Humanité dans un Cosmos dont nous avons appris l'immensité fabuleuse : nous ne savons pas s'il est d'autres vies, d'autres intelligences en d'autres planètes ou d'autres galaxies, mais nous n'en connaissons point, et il semble que nous soyons seuls vivants et humains dans la Voie lactée ; nous savons que l'espace est invivable dans sa froideur extrême, et que le Soleil est invivable dans sa chaleur extrême ; nous pouvons envisager quelques colonies humaines encapsulées dans l'espace ou sur la Lune, mais cela nous fera encore mieux comprendre que la Terre est pour nous le seul lieu viable et aimable dans le Cosmos ; c'est notre habitat, notre Arche dans l'immensité cosmique, non seulement notre Patrie, mais aussi notre Patrie.

Nous avons objectivé la Terre, " bleue comme une orange ", comme le prévoyait Eluard, à partir des images retransmises de la Lune sur nos écrans de télévision. Nous devons la subjectiviser, y enraciner l'idée de Patrie. Nous devons y fonder notre religion, qui reprend l'héritage de toutes religions universelles : nous sommes frères. Mais la religion terrestre nous dit, à la différence des religions célestes : nous devons être frères, non parce que nous serons sauvés, mais parce que nous sommes perdus, perdus dans cette petite planète d'un Soleil de banlieue dans une galaxie diasporée d'un univers sans centre, perdus parce que promis à la mort individuelle et à l'anéantissement final de la vie, de la Terre, du Soleil. Aussi devons-nous ressentir une infinie compassion pour tout ce qui est humain et vivant, pour tout enfant de la Terre... *

Ici de façon étonnante se rejoignent dans une formulation renouvelée les deux grandes idées-forces qui s'étaient liées en l'aube de 1789 : l'idée des philosophes des Lumières centrée sur l'homme rationnel, l'idée rousseauiste devenant romantique centrée sur la nature vivante. Il nous faut abandonner l'humanisme qui fait de l'homme le seul sujet dans un univers d'objets et lui propose pour idéal la conquête du monde ; cet humanisme-là peut faire de l'homme tout au plus le Gengis Khan de la banlieue solaire, et il conduit à l'autodestruction de l'humanité par les pouvoirs qu'elle aura déchainés. Il nous faut abandonner le naturalisme qui noie et dissout l'homme dans la nature. Cependant, nous devons régénérer l'idée d'homme et celle de nature ; l'homme n'est pas une invention arbitraire démasquée par le structuralisme, mais un produit singulier de l'évolution biologique qui s'autoproduit dans sa propre histoire ; la nature n'est pas une image de poète, c'est la réalité écologique même, c'est celle de notre planète Terre. Nous devons aujourd'hui re-associer, re-allier l'homme, la vie, la nature dans l'idée de Terre-Patrie.

La Terre n'est pas seulement le mythe matripatriotique où nous devons enraciner notre destin. C'est la rationalité même qui nous ramène à la Terre : les deux trous d'ozone qui se sont formés dans l'Arctique et l'Antarctique, l' " effet de serre " provoqué par l'accroissement du CO2 dans l'atmosphère, les déforestations massives des grandes sylves tropicales productrices de notre oxygène commun, la stérilisation des océans, mers et fleuves nourriciers, les pollutions sans nombre, les catastrophes sans frontière, tout cela nous montre que la patrie est en danger. L'ennemi n'est évidemment pas extraterrestre, il est en nous-mêmes... " Là où croit le péril, croit aussi ce qui sauve ", a dit Hölderlin. Le péril nous suggère une haute autorité planétaire, supérieure aux nations et aux empires, qui aurait pouvoir sur les problèmes écobiologiques vitaux de la Terre. N'est-il pas dans le prolongement de 1789 que la France, qui avait annoncé la liberté aux nations, leur annonce la fraternité terrestre ? *

Plutôt que des commémorations fades et conformistes, il nous faut songer à reprendre et régénérer, en fonction de ce que nous avons appris et compris, l'héritage inouï de la dialogique culturelle européenne, qui a produit les idées de la Révolution française.

Il nous faut de toute façon repenser et complexifier l'idée de Révolution, qui est devenue réactionnaire et camoufle le plus souvent domination et oppression. Il faut lier l'idée nouvelle de révolution à l'idée de conservation, qu'il nous faut elle-même purifier et complexifier. Nous devons conserver la nature, conserver les cultures qui veulent vivre (comme l'homme, toute culture est digne de vivre et doit savoir mourir), conserver le patrimoine humain du passé parce qu'il détient les germes du futur. Et il faut en même temps révolutionner ce monde pour le conserver. Il nous faut conserver l'idée de révolution en révolutionnant l'idée de conservation.

La mission que pourrait se proposer le tandem complexe Mitterrand-Rocard (si remarquablement complémentaire qu'il ne pouvait être qu'antagoniste en un premier temps) serait non pas de réaliser le grand dessein, irréalisable par décret et à courte échéance, mais de le proclamer, de l'expliquer, de préparer sa mise en oeuvre. Le trait commun aux idées diverses que nous avons exposées est solidarité : nécessité d'une pensée qui puisse concevoir les solidarités qui lient parties et tout, choses " causées et causantes, médiates et immédiates ", et cela également au niveau de la planète Terre ; régénération des solidarités dans le tissu concret de la société civile ; institution d'une solidarité européenne fondée sur notre communauté de destin ; revitalisation des formules fédératives et confédératives pour dépasser l'Etat-Nation ; animation de l'idée vitale, pour le troisième millénaire, du patriotisme terrestre.

FIN.

MORIN EDGAR